

Histoires et historiens

Le texte ci-dessous a été présenté le 4 juin 2009, à l'Académie de Macon sous le titre *La profession des historiens en France : deux siècles de structurations (19^e et 20^e siècles)* ; il a été publié (en partie) dans les *Annales* de cette même Académie. Ici, version exhaustive de cette communication, augmentée de citations.

Guy FOSSAT

Préambule

En consultant le programme de radio- télévision d'une seule journée, en l'occurrence celle du lundi 1^e juin 2009, un choix de plusieurs émissions classées « Histoire » est offert au public. Dès 6 h, l'auditeur peut commencer en écoutant sur France Culture, l'émission « Eloge du savoir » : un professeur du Collège de France, y donne jusqu'à vendredi un cours sur « La construction d'un ancêtre : la formation du cycle d'Abraham ». A 9 h, sur cette même station est diffusée « La fabrique de l'Histoire », ce jour là consacrée à des documents sonores oubliés, « La voie ensevelie de l'Opéra de Paris » ; à 10 h c'est le tour des « Lundis de l'histoire ». Sur France Inter, à 13 h 30, « 2000 ans d'Histoire ». En télévision, la Chaîne Histoire propose à 18 h 30 « L'histoire secrète du 11 septembre » puis, à 20 h 30 : « Iran, une puissance dévoilée », documentaire jugé « rigoureux et instructif » ; sur France 5 est proposé « D. Day, le jour le plus long », documentaire fiction de Richard Dale, dont le commentateur regrette l'utilisation de fausses archives.

La liste qui précède montre la présence de l'histoire dans les médias audiovisuels. L'usage du média internet ouvrirait encore d'autres possibilités. Ce n'est pas la question de leur rareté ou de leur abondance qui nous intéresse dans cet exemple, ni celle de leur bonne ou mauvaise qualité.

Cet exemple est uniquement pris pour aborder, à partir de notre présent, un sujet très vaste : celui de la constitution, au cours du temps, des connaissances historiques et de leur diffusion par les divers vecteurs que sont la recherche, l'enseignement et la diffusion tout public.

La communication qui suit fait le choix de se consacrer à la partie amont de la « fabrication de l'histoire », l'histoire élaborée par les savants du 19^e siècle puis par les chercheurs du 20^e siècle. Quelles convictions les guidaient, quelles controverses les traversaient ? Quelles démarches mirent-ils en place ? Dans quels lieux, selon quelles modalités et avec qui ? Quelles solidités et quelles fragilités nous ont-ils transmis aujourd'hui ?

Cadre de cette communication

Pourquoi ce sujet ?

Le propos développé ci-dessous part de l'hypothèse que, sur les deux siècles récents, s'est constituée en France ce que l'on pourrait nommer aujourd'hui, une « profession des historiens ».

Cette forme d'organisation semble avoir permis aux historiens et aux savoirs qu'ils ont constitués, validés et diffusés de « conquérir » une place notable dans la culture française en conjuguant le rôle joué par des institutions, des fonctions, des publications, des relais dans l'enseignement et dans la diffusion de l'histoire pour tout public. Comparativement, d'autres domaines de la connaissance structurés postérieurement à l'histoire, tels que ceux de la sociologie, de l'économie ou de l'anthropologie ne disposent pas de tels atouts. On ne trouve pas dans le programme cité ci-dessus, d'éléments comparables en faveur de ces savoirs. La philosophie et la littérature, les arts musicaux et plastiques y sont par contre présents.

L'appellation de « profession » s'applique aujourd'hui, dans la société française, à bon nombre de groupes sociaux. Leurs activités peuvent s'exercer selon des modalités assez diverses, mais elles sont toutefois soudées par des caractères communs. Il existe des professions très structurées, telles celles formant un « ordre » : médecins, vétérinaires, avocats, notaires ; mais aussi d'autres, apparemment plus hétérogènes, comme celles des journalistes, agriculteurs, artistes, chercheurs, artisans, entrepreneurs, enseignants, etc.

L'essentiel de la communication parcourt sur deux cents ans les grandes périodes de la constitution de cette profession. Cela comprend la délimitation du « territoire » d'intervention des historiens par rapport à leurs voisins philosophes et écrivains, puis ensuite sociologues, économistes, anthropologues ; et, en même temps, la mise au point de parcours d'accès à cette profession. Cette présentation est centrée sur l'activité des historiens-chercheurs, sur la production originale de données et non sur la fonction de transmission qui est dévolue à l'enseignement.

Le texte se termine par une...« ouverture » en forme d'interrogations: Dans quelle mesure la structuration élaborée tout au long des deux derniers siècles est-elle garante de l'autonomie des chercheurs et plus largement de l'accès à un maximum de source la pour tout citoyen ? A l'âge de la mondialisation et de son vecteur Internet, quel avenir pour les historiens et pour l'histoire ?

La profession des historiens

Appliquée aux « historiens », cette expression semble apte à décrire dès la première moitié du 19^e siècle un ensemble d'institutions, de types de travaux, de cursus professionnels, de domaines de savoirs (et des modes de diffusion qu'ils utilisent) qui contribuent à forger peu à peu l'identité des historiens, à les faire reconnaître et se reconnaître, dans un « métier » et dans une « profession ».

Soulignons deux caractères constitutifs d'une profession : la pratique d'un *métier*, c'est-à-dire une « technicité », caractérisée par exemple par un vocabulaire propre, des méthodes, des techniques, des manières de faire... Et, englobant ce métier, s'ajoute un *mode d'organisation et de protection communs* définissant notamment les modalités d'accès, diplômes, lieux d'exercice, déontologie, interlocuteurs, modalités internes et externes de reconnaissance, etc.

Des expressions voisines de celle de « profession des historiens » sont utilisées aujourd'hui par certains historiens : Olivier Dumoulin s'interroge (1983) sur « Profession historien : Un métier en crise ? », Antoine Prost parle (1995) de « la profession historique », Christian Delacroix (2005), de « professionnalisation ».

Avant de développer divers aspects de cette structuration, précisons deux éléments du contexte dans lequel elle prend place.

Contexte : les trois cercles ayant l'histoire en partage :

L'image du schéma de trois cercles sécants, ayant l'histoire comme toile de fond peut aider à comprendre en quoi l'historien-chercheur est un spécialiste, affecté à une place et à une fonction précises, tout en étant en relations avec un grand nombre d'autres interlocuteurs.

Dans ce schéma, le premier cercle est celui des « chercheurs », ceux que l'on appelait autrefois les « savants ». Ils sont les producteurs de données fondamentales en histoire. Ce sont eux qui constituent la « profession des historiens ». Leurs travaux sont garantis par les méthodes, exigences et validations de la recherche.

Le deuxième cercle est celui de l'histoire enseignée de l'école primaire au baccalauréat. Les enseignants transmettent les contenus définis par les programmes d'enseignement et évaluent les acquis des élèves. Ils contribuent quelquefois aux travaux de recherche.

Le troisième cercle est celui de l'histoire « tout public », produite et diffusée par l'ensemble des médias et de leurs propres professionnels. Livres, revues, télévisions, radios, cinéma, internet, avec leurs multiples croisements...

Ces trois cercles sont en partie sécants. Ils échangent entre eux, mais la production de fond est reconnue au premier cercle ; les deux autres y puisent, y ajoutent leurs touches. Comme tout équilibre, celui qui règne entre les trois cercles est fragile. Comment les relations entre ces trois cercles évoluent-elles ? Que se passerait-il si cet équilibre était fortement remis en cause ?

Le premier cercle est plus précisément constitué par le « couple », le « duo » que forment des hommes, « les historiens » et le territoire des savoirs qu'ils explorent, « l'histoire ». L'histoire n'est pas indépendante de l'homme qui la pense. Ce duo s'est formé peu à peu. Jules Michelet (1798-1874), l'un des pionniers de l'histoire moderne donne l'image suivante de cette interaction : « L'histoire, dans les progrès du temps, fait l'historien bien plus qu'elle n'est faite par lui. Mon livre m'a créé. C'est moi qui fus son œuvre. Ce fils a fait son père. »

L'histoire s'élabore dans des contextes historiques changeants

Tout au long des deux siècles écoulés, les historiens ont travaillé à définir les finalités de l'histoire et celles de leur propre pérennité. Pour cela, ils ont dû délimiter sans cesse leur « territoire » en se démarquant fréquemment de la philosophie, de la littérature, de la sociologie, de l'économie, de l'ethnologie, etc. Ils ont pourtant souvent emprunté et donné, avec pragmatisme, à ces « rivales » ou « voisines » qui existaient avant eux ou qui apparaissent au cours de leur propre aventure.

La structuration de la profession des historiens ne s'est pas cantonnée à des débats méthodologiques ou conceptuels. Pragmatiques, les historiens se sont en effet sans cesse appuyés sur des « institutions » existantes, qu'ils ont fait évoluer : Collège de France (créé en ...), Université napoléonienne (1808), Ecole normale supérieure (1794), Archives nationales (1794), etc. Et ils en ont créé des nouvelles : Ecoles des Chartes (1821), Comité des travaux historiques (1834), Ecole Pratique des Hautes Etudes (1868), Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (1975), etc. Ils ont défini des modalités d'accès et de contrôle de la profession : thèse, Doctorat, programmes d'études et de recherches, titre d'agrégé, concours d'agrégation... Tous ce tissu produit, diffuse, échange.

Dans ce perpétuel entrelacs des institutions, des parcours individuels, des faveurs et des discrédits, des controverses idéologiques, dans des contextes politiques aux signaux souvent contradictoires ou fugaces, la profession des historiens a cherché sa place. Elle a pu être aidée ou contrecarrée par les politiques gouvernementales et, en retour elle a pu ou su tenir compte, non sans turbulences internes, des attentes des « puissants » et des décideurs, à son égard.

L'Etat, après 1789, que ce soit sous la forme de la Monarchie, de l'Empire ou de la République a affirmé ses missions en matière d'enseignement puis de « recherche ». Dans ces missions stratégiques de l'Etat, l'histoire tient une place importante. Sous la IIIe République en particulier, à mesure que l'enseignement de l'histoire se systématisait jusqu'au Bac avec ses propres enseignants, la « profession des historiens » - axée sur la recherche - se concentrait dans quelques grandes institutions nationales et s'étoffeait dans les universités.

I- La structuration professionnelle des historiens. Quatre grandes périodes

La structuration temporelle de la profession des historiens est divisée, ci-dessous, en quatre grandes périodes. Cette périodisation comporte sa part de cohérence et sa part d'arbitraire. Dans chacune de ces périodes quelques grandes figures d'historiens illustrent l'affirmation d'une volonté de délimitation et d'organisation de leur travail. Le contexte national ou international, comme indiqué plus haut donne des opportunités ou des freins à l'extension de la profession ;

Ces quatre périodes sont les suivantes :

- de la Restauration à la fin du II Empire,
- de la guerre franco prussienne de 1870 à la Grande Guerre de 1914-1918,
- des années 1920 aux années 1970,
- depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui..

Dans chacune de ces périodes, deux échelles de temps :

- d'une part « le temps de la France », celui de l'Etat : c'est l'échelle donnée par les grands événements qui façonnent une nation, par la force du contexte externe à l'historien. Contexte qu'il étudie mais qu'il ne maîtrise pas, marqué essentiellement par les guerres (perte et reconquête de l'Alsace-Lorraine, 1870-1918 ; guerres coloniales) ou par les rapides changements de l'économie et de la société (phases de croissance, après 1945 ou de tassement, comme à partir des années 1970) ; marqué moins visiblement aussi par les changements des manières de penser.

- d'autre part « le temps de l'homme », celui de l'historien, soit deux ou trois générations d'historiens par période, avec leurs filiations et leurs ruptures, mais toujours dans le climat de leur temps. Ces hommes ne sont pas des spécialistes strictement limités à la recherche. Ils conduisent souvent des travaux savants, et exercent simultanément des fonctions diverses : charges politiques dans des ministères ou des assemblées, journalisme, édition, littérature. Ils font évoluer ou créent des institutions et des outils ayant pour but d'installer dans la durée le métier d'historien. Ils écrivent et publient beaucoup. Chaque génération s'efforce de donner un état des connaissances de son époque sous la forme de « tableaux », de synthèses, de sommes.

Si l'on se permet d'exprimer ici une certaine subjectivité, à chacune de ces périodes pourrait être attribuée une « tonalité » particulière, un « climat » qui imprègne la pensée des historiens. Tonalité qui n'a rien de statique mais qui révèle comme une tension entre des perceptions contradictoires du monde, des manières de le penser et de l'analyser.

Ainsi pourrait-on dire que :

- la première période (1815-1870) est marquée par une focalisation sur les changements politiques, sociaux et économiques qui ont suivi la Révolution de 1789. Comment analyser ces « répliques » révolutionnaires qui se produisent en 1830 et en 1848 ? Tensions entre espoirs et inquiétudes ?
- la seconde période (1871-1920) est celle d'un demi-siècle de République, blessée par la perte de l'Alsace-Lorraine. Il se développe alors un volontarisme idéologique et politique constant, y compris sous la forme de conquêtes coloniales. Tensions quant au rôle d'une République conquérante, au-dedans et au dehors ?
- la troisième période (1939-1970) est marquée par le choc d'une nouvelle guerre et la conscience avérée du déclin de l'Occident. Des guerres coloniales mobilisent la société française en permanence de 1945 à 1962. Tensions entre risque de repli et nécessaire reconnaissance de l'Autre ?
- la quatrième période (depuis les années 1970) connaît la poursuite de cette tendance qui, après l'essoufflement du mirage de la consommation de masse doit s'atteler à la construction européenne et affronter la mondialisation. Tensions entre allègement ou renforcement des frontières matérielles, mentales et culturelles ?

Si une certaine « tonalité » du contexte peut justifier cette périodisation en quatre temps, des tendances constantes, moins subjectives sont, par contre, à l'œuvre dans toutes ces périodes, les dépassant et y prenant des formes particulières.

En revenant à l'échelle de la structuration de la profession des historiens, dans les développements qui suivent, on retient trois de ces « tendances constantes » :

- 1- la constitution d'un « territoire de l'histoire », sans cesse redéfini à la fois en interne et sur ses marches, à l'occasion de controverses qui s'avèrent finalement constructives pour les historiens. Se forge ici le Credo de l'historien : il est un praticien de la collecte et « faits » et de l'analyse des « événements » ; il revendique son appartenance à la Science ou aux sciences ; il contribue à la recherche de la vérité.
- 2- l'affirmation par les historiens d'une volonté de création ou de prise de pouvoir dans certaines institutions qui leurs sont propres, ou qu'ils partagent avec les sciences humaines et sociales. Il s'agit là d'une dimension essentielle, constante pour étendre et délimiter leur territoire.
- 3- leurs relations avec les politiques gouvernementales en matière de définition, de suivi et d'évaluation des programmes de travaux d'études et de recherches. Relations marquées tour à tour par des alliances ou des prises de distances à l'égard des volontés étatiques.

Les divers axes d'analyse qui précèdent donnent la trame des quatre chapitres suivants, sans que cela soit automatiquement explicite. Mais il s'agit d'éviter des répétitions.

Les mots clés qui organisent ces quatre chapitres, ces quatre périodes, sont en particulier : « contextes », « territoire », « institutions », « structuration », « controverses ».

1- Des pionniers modernes. De l'époque de la Restauration à la chute du II^e Empire :

Des pionniers modernes s'efforcent de démarquer l'histoire par rapport à la philosophie puis, plus précisément à l'égard de la philosophie de l'histoire. Dans ce but, ils créent ou adaptent, plusieurs types d'« instruments ».

Distinguons d'une part des « parcours » professionnels reconnus et spécialisés ; et d'autre part des « institutions », lieux dans lesquels s'exerce l'activité. Dès le début du 19^e siècle, les parcours que suivent les historiens passent fréquemment ou obligatoirement par : la délivrance du titre d'agrégé (création en 1808 dans l'Université napoléonienne) puis la création du concours d'agrégation (en 1831 pour l'histoire) ; la thèse seule, puis le doctorat ; des lieux : Ecole normale supérieure de garçons de la rue d'Ulm (1794), les Archives nationales (1794), l'Ecole des Chartes (1821). Création de la *Société d'histoire de France*, de la *Société française d'archéologie*, toutes deux en 1833.

En 1834 mise en place d'un « Comité pour la recherche et la publication des documents inédits relatifs à l'histoire de France ». Ce qui constituait à sa création un modeste comité sous l'impulsion d'Arcisse de Caumont, a

traversé les décennies. Il est considéré aujourd'hui comme un premier jalon d'une politique nationale de coordination et de financement de la « recherche » en histoire. Passage des « études » ou des « travaux historiques » à la « recherche » en histoire : plusieurs retouches à ce comité donneront plus tard le Comité des Travaux Historiques (C T H), puis le C T H S, *Scientifiques*). En convergence avec cette politique, création de l'Ecole française d'Athènes en 1846 ; d'autres Ecoles françaises dans le monde suivront. Le CTH puis CTHS joua un rôle de coordination des sociétés savantes.

Figures marquantes de cette période :

Augustin Thierry (1795-1856). Elève de l'ENS, professeur de Lycée, bibliothécaire du Duc d'Orléans. Avec ses *Lettres sur l'histoire de France* (1826) ou ses *Récits des temps mérovingiens* (1835-1840) il montre la nécessité pour l'historien de s'appuyer sur des documents, de les faire connaître et de les critiquer. Il affirme aussi la différence entre le récit littéraire- ouvert à la fiction- et le récit historique, fondé sur des « faits ». A cette époque, l'histoire ne cesse de vouloir se démarquer de la littérature.

François Guizot (1787-1874). Professeur d'histoire à la Sorbonne (1812), Ministre de l'Instruction Publique (1832-1837), Académie française (1836), Ministre des affaires étrangères et responsabilités de premier ministre dans les années 1840, etc. Outre ses travaux historiques comme *Essai sur l'histoire de France* (1823) ou son *Histoire de la révolution d'Angleterre* (1826-27), il contribue à l'organisation de la centralisation de l'Etat, en matière de renforcement du système éducatif. Une loi porte son nom. Le souci de l'enseignement de l'histoire tient une place constante dans sa politique. L'inspection des monuments historiques s'organise. Les « Monuments » doivent faire connaître la gloire de la France.

Jules Michelet (1798-1874). Agrégation (1819), Thèse sur Plutarque, Archives Nationales (1831), Professeur à la Sorbonne à la suite de Guizot, puis à l'Ecole préparatoire (appellation de l'ENS sous la Restauration) en 1827, Académies des sciences morales et politiques, Collège de France à la suite d'Edgar Quinet (1838). Il élabore de monumentales synthèses et tableaux d'histoire, sans s'interdire d'explorer les « sciences de la nature » et leurs « mystères », ou d'exprimer son lyrisme et ses convictions libérales et anticléricales. Il est révoqué après le 2 décembre 1851.

Autres contributeurs à des travaux historiques dans cette même période : Auguste Mignet (1796-1884) avec son *Histoire de la Révolution française* en 1824, Adolphe Thiers (1797-1877) avec son *Histoire de la révolution française* publiée de 1823 à 1827 et son *Histoire du Consulat et de l'Empire* publiée de 1845 à 1865. Homme politique actif, proscrit après le 2 décembre 1851.

Autres apports

D'autres penseurs produisent aussi des travaux et des perspectives propres à enrichir et renouveler les études historiques. Citons notamment Alexis de Tocqueville (1805-1853) et Victor Cousin (1792-1864). Le premier a une formation de juriste, mais il a été aussi député et ministre des affaires étrangères. C'est à l'occasion d'enquêtes parlementaires qu'il réalise : une étude sur le système pénitentiaire aux Etats-Unis d'Amérique- cela donnera le célèbre *De la démocratie en Amérique* ; une étude sur l'esclavage dans les colonies et une autre sur la colonisation de l'Algérie. Il contribue, par sa recherche des sources et ses enquêtes de terrain à l'émergence de la « sociologie » et à la diffusion de ses méthodes chez les historiens.

Le second, V. Cousin, professeur de philosophie à l'ENS, homme politique ami de Guizot, ministre de l'Instruction publique en 1840. Il est considéré comme l'un des fondateurs de la philosophie de l'histoire, influencé par les penseurs allemands notamment Hegel. La pensée de Victor Cousin ne manquera pas de faire réagir les historiens en raison (ou en dépit) de sa conception déterministe de l'histoire. On lui doit notamment : *Histoire de la philosophie au 18^e siècle* (1826), *Cours d'histoire et de philosophie moderne* (1841-1846), *Philosophie de Kant* (1842), *Histoire générale de la philosophie* (1863)

Quelques années après Tocqueville et Cousin, deux autres figures de la pensée ont marqué leur temps : Edgar Quinet (1803-1875) et Ernest Renan (1823-1892).

Quinet possède une formation littéraire : Collège de France en 1841, suspendu en 1846 pour anti-cléricisme ; député en 1848, partisan de la République, proscrit après le 2 décembre 1851. Ami de Michelet, auteur notamment d'une *Histoire des révolutions d'Italie* (1852) et d'une *Histoire de la révolution française* (1865) mais aussi de *La philosophie de l'histoire de France* (1855).

Renan est agrégé de philosophie (1848), auteur d'une thèse sur Averroès (1852), professeur au Collège de France à la chaire d'hébreu en 1862. Il développe une méthode de critique historique. C'est un rationaliste, scientifique, critique à l'égard du positivisme. En 1890 il publie *L'avenir de la science*.

En 1978, Jean Walch étudiant « Les maîtres de l'histoire 1815-1850 » retient les noms suivants : A.Thierry, Mignet, Guizot, Thiers, Michelet et Quinet.

Controverses

Parmi les controverses traversant historiens et philosophes rebondit celle des tenants d'une vision téléologique : l'histoire est régie par un grand dessein, secret mais inéluctable, inspirée à cette époque par Auguste Comte ; et celle des tenants de l'histoire comme manifestation du hasard et de contingences imprévisibles.

L'identité des historiens se doit alors de donner des preuves de sa crédibilité ; les arguments abstraits ne suffisent pas ; la parole de l'historien, sa preuve vient des faits.

Augustin Thierry manifeste ainsi sa conviction en 1835 dans son recueil d'expérience, *Dix ans d'études historiques*.

« Dès les premiers mois de 1820, j'avais commencé à lire la grande collection des historiens originaux de la France et de la Gaule. A mesure que j'avançais dans cette lecture (...) se joignait un sourd mouvement de colère contre les écrivains modernes qui, loin de reproduire fidèlement ce spectacle, avaient travesti les faits, dénaturé les caractères, imposé à tout une couleur fautive ou indécise. Mon indignation augmentait à chaque nouveau rapprochement qu'il m'arrivait de faire entre la véritable histoire de France, telle que je la voyais face à face dans les documents originaux et les plates compilations qui en avaient usurpé le titre et propageaient, comme article de foi, les plus inconcevables bévues dans le monde et dans les écoles. »

C'est l'âge des Archives, des sources écrites. Elles disent le vrai à la différence des « écrivains ».

2- Historiens « positivistes » et « méthodiques ». Entre les deux guerres franco – allemandes de 1870 et de 1914-1918. Un demi-siècle de IIIe République.

Après le désastre de 1870, l'échec de la Commune puis l'instauration de la République, l'influence de la pensée allemande persiste en France, notamment dans les milieux intellectuels. Parmi les historiens, on s'interroge à nouveau sur les conceptions de l'histoire, le rôle de la philosophie de l'histoire, l'organisation des études savantes, celle de l'enseignement supérieur, la place de l'histoire dans l'enseignement, etc. D'où viennent les réussites de la « science allemande » ? Dans quelle mesure l'histoire doit elle servir la Patrie ? Y compris pour la Revanche ?

Le cadre national dans lequel vont devoir se situer les historiens, au cours de ce demi-siècle, se dessine sous la figure de la République. La définition de politiques aidées par l'Etat se poursuit. En ce qui concerne les historiens cela concerne l'encouragement des travaux historiques (au sens large, incluant l'archéologie, « les monuments », la préhistoire, etc.) ; la mise en place de l'enseignement de l'histoire à tous les niveaux et le développement de sa diffusion par divers canaux (sociétés savantes, congrès, revues, journaux). On passe peu à peu de la conception du « savant » à celle du « chercheur ».

L'enjeu républicain

Les historiens de cette période ont assez tardivement, été qualifiés de « méthodiques », par Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos (*Introduction aux études historiques*, 1898) qui se reconnaissaient dans ce courant. Cette appellation, utilisée souvent par la suite dans un sens péjoratif et réducteur, portait cependant à l'actif de ces historiens leur effort continu et partagé pour la mise au point de « méthodes », pratiquées et diffusées, y compris dans l'enseignement. C'est l'époque de la mise au point de « méthodes » d'enseignement de tous niveaux et dans toutes les disciplines.

L'organisation « méthodique » des travaux historiques se fait donc chez les chercheurs, et, chez les enseignants en matière de pédagogie. Il est admis maintenant, depuis les « pionniers » du demi-siècle écoulé que l'historien-chercheur doit recourir à des sources de première main, les identifier, les comparer, les critiquer ; qu'il doit s'appuyer sur des « faits positifs », par opposition aux assertions spéculatives souvent prêtées aux philosophes. La primauté du « fait » contre la primauté de « l'idée ». De par sa méthode, l'histoire semble pouvoir figurer, pour certains de ces historiens, au rang de « science ».

Mais de nombreux clivages existent entre les historiens eux-mêmes, entre eux et les philosophes ou la sociologie naissante, rendant fallacieuse cette appellation globale. Qu'est-ce un « fait » ? L'histoire doit-elle admettre la notion de « progrès », voire de « sens » ? Y a-t-il des forces motrices de l'histoire, des sociétés ? Lesquelles ?

Le clivage entre « positivistes » et « méthodiques » dans ces années là est vif. La différence entre ces deux conceptions passe par la réponse à la question : « L'histoire est elle -oui ou non -guidée par un « dessein », un « progrès », un « sens » ?

Autre débat : comment écrire l'histoire ? L'historien doit-il se livrer à un récit construit comme un travail « littéraire » ou bien doit elle inventer sa propre langue, son propre style ?

La structuration de la profession des historiens

Plusieurs initiatives, sous le second Empire et la IIIe République attestent de cette structuration et cela, dans plusieurs directions :

- Dès le Second Empire, l'Etat centralisateur encourage par des subventions, des congrès, des publications, la formation d'un « réseau » de sociétés savantes. Foisonnement des Académies de province, des associations, d'archéologues, d'historiens, puis de préhistoriens... Ces encouragements étaient du même ordre dans tous les domaines du savoir, théorique ou pratique : physique, chimie, agriculture, médecine, commerce, transports, armements, industrie, etc.

Le rôle du Comité des travaux historiques (CTH), crée en 1834 est accru par Napoléon III en 1852. Il entreprend de mener de vastes collectes de données, des enquêtes, par exemple sur la poésie populaire. En 1861 il coordonne le premier Congrès national des sociétés savantes ; en 1864, l'Empereur se lance dans une expédition au Mexique, rêvant de renouveler l'expédition d'Egypte. Il y « convoque » les historiens.

La IIIe République poursuit un politique de « tutelle et encouragement » à l'égard des sociétés savantes. Créations de sociétés savantes, exemples : en 1888, *Société de l'histoire de la révolution française*, *Société d'histoire moderne* en 1901, etc. Vers 1900 on ne compte pas moins de 250 sociétés uniquement consacrées à l'histoire.

Le cercle des historiens -chercheurs se précise

- Création en 1868 de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), à l'initiative de l'historien et Ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy (1811-1894). Cet établissement introduit la « recherche » à côté des universités, jugées peu actives en la matière. L'érudition doit servir aussi bien les étudiants que les « maîtres », nommés ici Directeurs d'études. On prête à V. Duruy l'intention de « faire crouler les murs de la vieille Sorbonne » en créant de toute pièce un établissement nouveau et non en introduisant la nouveauté dans un établissement ancien. L'EPHE ne délivre pas des grades, cela reste le monopôle de l'Université (baccalauréat, licence, doctorat).

L'EPHE comprend quatre sections : mathématiques, physique et chimie, sciences naturelles et physiologie et *sciences historiques et philologiques*. Sont introduits des « séminaires », associant recherche et enseignement, s'inspirant du système allemand. En 1886 est créée une Ve section, « sciences des religions ».

Autre création : 1881, Ecole du Louvre.

- La création de revues professionnelles d'histoire, lieux de publications, mais aussi de controverses stimulantes. On doit ainsi à Gabriel Monod (1844-1912) la fondation en 1876 de la *Revue historique*, d'inspiration protestante, républicaine...et « méthodique ». C'est une « réponse » à la *Revue des questions historiques* créée en 1866, d'inspiration catholique et monarchiste, proche de l'Ecole des Chartes. La *Revue historique* réunit à ses débuts, historiens et philosophes tels que : V. Duruy, H. Taine, E. Renan, N. Fustel de Coulanges, E. Lavissee, etc. Notons que ce même Gabriel Monod publie en 1894 *Les maîtres de l'histoire de France : Renan, Taine, Michelet*. La frontière entre philosophie et histoire est loin d'être figée...

La génération suivante, lancera, en 1900, la *Revue de synthèse historique (RSH)* sous la houlette d'Henri Berr (1863-1964). Henri Berr écrit dans le premier numéro : « La conviction qui règne après la guerre, que la victoire de l'Allemagne était le triomphe de la science allemande, ne fait que donner plus d'ampleur à la réforme entreprise. [La réforme des travaux historiques] ». H. Berr publie en 1910, *La synthèse en histoire, essai critique et théorique*. Avant la Grande Guerre, la RSH constitue la caisse de résonance des « sciences sociales ».

Ouvrages et articles innombrables paraissent dans cette période. Exemple : Paul Lacombe, philosophe et sociologue (1824-1900), *De l'histoire considérée comme science* en 1894 ; Emile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique* en 1895 ; *L'Année sociologique* en 1898 ; *La Revue d'histoire moderne et contemporaine* en 1899, etc.

Le troisième cercle de l'histoire se précise lui aussi, sur la base de l'écrit, bénéficiant des progrès de l'imprimerie et du transport par chemin de fer.

La photographie prend place parmi les modes d'expression et de conservation

- La systématisation de l'enseignement de l'histoire jusqu'au Bac et dans l'enseignement supérieur -et la formation des professeurs correspondant à cette compétence- illustrent aussi cette volonté politique de la République. Le passage entre « histoire savante » et « histoire enseignée » est souvent conduit pas les mêmes personnages, occupant des fonctions clés. Il en est ainsi d'Ernest Lavis (1842-1922), de Charles Victor Langlois (1863-1929), de Charles Seignobos (1854-1942) et d'Alfred Rambaud (1842-1905). Ils se sont attaché tout à la fois à la définition de méthodes pour la recherche historique, à la publication de vastes synthèses historiques et à la rédaction de manuels scolaires. On doit ainsi à Lavis une *Histoire de France* en dix tomes (1900-1912) ; à Rambaud et Lavis une *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, en 12 volumes de 1893 à 1900. Alfred Rambaud fut chef de cabinet de Jules Ferry, professeur à la Sorbonne, sénateur, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts.

L'histoire est enseignée depuis 1818 de la classe de 6^e à celle de Rhétorique (1^{ère})

En 1880, l'histoire (et la géographie) sont enseignées de manière continue de l'école primaire jusqu'au Bac. Le « deuxième cercle de l'histoire » est dès lors bien tracé. Avec la politique systématique d'éducation entreprise par Jules Ferry, est créé en 1881-1882 une Ecole normale de jeunes filles à Sèvres ainsi qu'une agrégation féminine, dont Spécialité « Histoire ». Auparavant l'histoire était strictement une affaire d'hommes.

Figures marquantes

Retenons deux autres figures marquantes de ce demi-siècle que bornent deux guerres, Fustel de Coulanges et Simiand. Ils contribuent, comme leurs prédécesseurs, par leurs travaux et leur implication institutionnelle à la délimitation du territoire des historiens et de l'histoire.

Numa Denis Fustel de Coulanges (1830-1889) illustre le cursus « bien rodé » qui permet de devenir chercheur en histoire et d'y rester longtemps : Elève de l'ENS, professeur de lycée (1856) puis professeur (1870) et directeur (1880-1883) de l'ENS ; agrégation ; Ecole française d'Athènes, fouilles à Chio, thèse sur Polybe ; professeur à l'Université de Strasbourg (1860) puis à la Sorbonne en histoire médiévale (1878 et 1884-88. Lavis y est son suppléant). Institut.

Dans ses travaux, notamment *La cité antique* (1864), il amorce une approche comparatiste entre les civilisations, le rôle fondamental des religions dans la structuration des sociétés. Comme signe de reconnaissance le sociologue Emile Durkheim dédicace sa propre thèse à cet historien d'ouverture.. Quant à la méthode, il écrit : « Je ne sais, pour moi, si l'histoire deviendra jamais une science applicable ; j'en doute beaucoup ; mais en tout cas pour qu'elle le devienne, encore faut-il qu'elle commence par être une science exacte ». Comme médiéviste, on lui doit : *La monarchie franque* (1888), et une monumentale *Histoire des institutions de l'ancienne France* que terminera son disciple Camille Jullian.

François Simiand (1873-1935) présente un profil professionnel possédant une « formation plurielle » en économie, statistique, sociologie, droit. Agrégé de philosophie ; thèse d'économie en 1904 sur *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France*.

Formation de sociologue. Débute au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) en 1919. Donne des cours à la IV^e section de l'EPHE en 1924 ; puis professeur d'Histoire du travail au Collège de France. Il a développé l'usage des statistiques en histoire économique. Les historiens vont s'en inspirer assez lentement. Simiand est un collaborateur de *L'Année sociologique*. Publie notamment : en 1903 un long article dans la RSH, *Méthode historique et sciences sociales* et, en 1911, *La méthode positiviste en sciences économiques*.

Simiand illustre aussi la délimitation toujours mouvante de la frontière qui sépare l'histoire et les « autres sciences », souvent appelées « auxiliaires » par les historiens. Une controverse l'oppose à Seignobos sur le caractère « scientifique » de l'histoire. Simiand propose de faire évoluer l'histoire afin qu'elle puisse « constituer

une science des phénomènes sociaux analogues aux autres sciences positives déjà constituées ». Mais, pour Seignobos, c'est l'individuel et non le collectif qui est le propre de l'histoire, d'où sa part d'empirisme, de singularité, de non reproductibilité.

Il publie à ce sujet *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, en 1901.

Bref : autour des années 1880, le parcours de l'historien-chercheur est bien tracé. Il passe « par » des « moyens » de reconnaissance et de promotion que sont : une formation à l'ENS, l'agrégation, la thèse, un poste dans une Université, ou à l'ENS, ou dans un Lycée réputé, à l'EPHE, au Collège de France, à l'Institut...

Dans ces mêmes années, la profession des historiens-« la communauté scientifique »- grâce à ses lieux et à ses liens, est relativement solide. « L'existence de la *Revue de synthèse historique* montre à quel point le *moment méthodique* est fondateur puisque les débats, même les plus vifs, peuvent désormais être conduits au sein d'une communauté et selon les normes que celle-ci définit ». (Christian Delacroix, *Les courants historiques en France*). Mais jusqu'à la création de l'agrégation féminine, l'histoire est strictement une affaire masculine.

3- La revue les *Annales d'histoire économique et sociale* : un carrefour et des bifurcations. Des lendemains de la Grande Guerre aux alentours des années 1970.

Aux lendemains de la Grande Guerre-ce devait être la « der des der », et pas encore la « Première guerre mondiale »- un siècle s'est écoulé depuis le travail engagé par les pionniers modernes de l'histoire et poursuivi par leurs successeurs « positiviste » ou « méthodiques ». Vue d'aujourd'hui leur action opiniâtre permet de constater la mise en place d'une profession des historiens ou, tout au moins, leur professionnalisation. Cette profession a ses maîtres, ses lieux, ses voies d'accès, ses procédures, ses modes de reconnaissance, ses publications ; et aussi ses controverses internes et externes qui sont une des garanties de sa vitalité. Elle représente l'histoire savante, celle des chercheurs de toutes sortes qui produisent, valident, cautionnent, enseignent et diffusent les nouvelles connaissances historiques. Les échanges avec les philosophes demeurent. S'ajoute la géographie.

Reconstruire un réseau professionnel

La Grande Guerre -même gagnée par la France- laisse un paysage politique, social, économique, intellectuel ravagé. Certains historiens y ont laissé leur vie, d'autres y ont participé et ont survécu plus ou moins au traumatisme. Mais quel terrain pour mettre à l'épreuve, maintenant, les différentes pratiques et conceptions de l'histoire, le rôle de l'historien dans la cité !

Lucien Febvre (1878-1956) et Marc Bloch (1886-1944) sont de ceux là. Ils ont servi dans cette guerre. Dès 1919 ils sont nommés professeurs d'histoire à la faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg « reconquise ». Ils affirment assez vite la nécessité d'une relance de la pensée française en Europe et dans le monde, tout particulièrement en histoire. Pendant une dizaine d'années ils impulsent et expérimentent ce qu'ils ont appelé « l'esprit de Strasbourg » : la volonté de reconstruire les études historiques en les ouvrant aux sciences sociales, et donc à l'interdisciplinarité. Mais parallèlement ils aspirent à l'autonomie de l'histoire par rapport au politique. L'après guerre ne saurait les contraindre à plier leur déontologie au service d'une cause politique.

En 1929 ils créent à Paris une revue reflétant cette conception d'autonomie et d'ouverture : les *Annales d'histoire économique et sociale*. Ils ne partent pas de rien, plusieurs revues ayant depuis un demi siècle nourri, enrichi et structuré la vie intellectuelle, en histoire, mais aussi en littérature, philosophie...et sociologie. La *Revue historique* de Gaston Monod, la *Revue des études historique* de Henri Hauser, la *Revue de synthèse historique* fondée par Henri Berr ont survécu à la guerre ; par contre l'*Année sociologique* cesse de paraître. La première équipe des *Annales* hérite des habitudes antérieures d'échanges et de confrontations données par les revues, colloques, congrès d'avant guerre. Se complètent et s'épaulent pour lancer les *Annales*, entre autres le psychologue Henri Wallon, le géographe Jules Sion, l'helléniste Louis Gernet, le sinologue Marcel Granet, le sociologue Georges Davy, etc. Des échanges avec l'Allemagne se mettent en place.

Dix ans après la création des *Annales*, la guerre frappe à nouveau. Marc Bloch n'y survit pas : soldat puis résistant, il est fusillé par les nazis en 1944. Lucien Febvre porte seul le flambeau des *Annales* et doit replacer cette aventure dans le nouveau contexte de l'Occupation puis de l'après guerre.

Construire à nouveau

A partir de 1945 l'activité des historiens doit tenir compte du nouveau contexte de politique internationale. Il est très vite marqué par les prémisses de la guerre froide puis par le clivage des choix de sociétés qui séparent atlantisme et communisme. La force du Parti communiste dans la société, y compris parmi les intellectuels, conduit souvent à des controverses idéologiques entre historiens. Est-ce un effet du hasard si les sciences sociales, notamment la sociologie, la démographie et la psychologie arrivent en force en Europe de l'Ouest, soutenues par l'allié américain, avec ses théoriciens, ses praticiens et ses crédits ? Il faut reconstruire des pays entiers, des sociétés à nouveau déchirées, contrecarrer l'influence venue de l'Est : ces sciences ont maintenant une utilité immédiate. Pour les « annalistes » l'histoire doit avoir sa place dans la nouvelle organisation des savoirs et des pratiques.

Des institutions nouvelles apparaissent rapidement. Aux lieux de recherche dans lesquels, avant guerre, évoluaient les historiens s'ajoutent en particulier le CNRS (créé en 1939 et nettement confirmé en 1945). La recherche historique, l'économie y ont leur place. Rappelons que le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), fondé en 1794 a ouvert en 1930 une chaire d'histoire économique et que François Simiand y fit ses débuts dès 1919 comme professeur d'organisation du travail puis d'économie.

La VIe section de l'EPHE

En 1946 l'EPHE s'enrichit d'une VIe section : « Sciences économiques et sociales ». Charles Morazé et Lucien Febvre en sont les artisans, avec l'aide et un financement de la Fondation Rockefeller. La présidence de la VIe section est confiée à Lucien Febvre, marquant la prédominance des historiens sur les sociologues qui soutenaient la candidature de Georges Gurvitch. En 1948 Fernand Braudel en devient le secrétaire et il succède à L. Febvre en 1956. En 1949, dans le prolongement de cette VIe section F. Braudel crée et dirige un Centre de recherches historiques, épaulé par le CNRS. Des coopérations entre chercheurs de diverses origines se tissent.

Autre nouveauté proche des historiens : en 1945 création de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) qui réorganise l'Ecole libre des sciences politiques et gère l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Son premier Président est le sociologue André Siegfried. René Rémond assure cette présidence de 1981 à 2007, année de sa mort. Une équipe de recherche en histoire de l'Europe se met en place en 1984. En 2004 elle devient le Centre d'histoire de « Science Po » (CHSP) avec J. F. Sirinelli comme directeur. Sa structure aussi une équipe centrée sur les relations internationales dans le sillage de Pierre Renouvin, professeur à la Sorbonne jusqu'en 1964, président de la FNSP à partir de 1973. Il s'agit de sortir des marges étroites de l'histoire diplomatique dédaignée par les *Annales*, en s'ouvrant aux relations internationales et aux relations entre les états. En 1983 est fondé l'Institut Pierre Renouvin, rattaché à l'Université Paris- 1 Sorbonne.

A l'Institut d'histoire économique et sociale de la Sorbonne, Ernest Labrousse occupe le poste laissé vide par Marc Bloch.

Sont créés d'autres organismes nécessaires à la reconstruction et à la modernisation. Les historiens pourront y trouver des coopérations : ISEA (Institut de science économique appliquée) dès 1944 ; INED (Institut national des études démographiques) en 1945 ; INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) en 1946. La création de l'UNESCO et l'établissement de son siège à Paris doivent être situés dans ce contexte de reconstruction et de rayonnement de la France.

Remarquons, dans les années 1950, l'entrée dans les universités des « sciences humaines », accueillies dans les Facultés des Lettres, et la réforme des « sciences économiques » dans les facultés de Droit. Une licence et un Doctorat de sociologie sont créés.

Le rayonnement des *Annales*

Entre les années 1930 et les années 1960-1970 le courant des *Annales* développe sa dynamique fondatrice : champ de l'histoire économique et sociale, avec des appuis attentifs dans la plupart des institutions ; mise en place de programmes, de réseaux d'échanges et d'influences.

Plus tard, la dynamique se tasse et se fractionne, la revue poursuivant cependant sa parution, avec le même titre mais avec des sous- titres différents.

Dans le sillage de Marc Bloch puis de Lucien Febvre quelques grands noms émergent et s'installent pour une génération.

Des historiens se font peu à peu connaître du grand public, notamment du fait de la longueur de leur carrière, sur quarante ou cinquante ans. Ainsi en est-il d'Ernest Labrousse (1895-1988), depuis son *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au 18^e siècle* en 1933, jusqu' à son *Histoire sociale, sources et méthodes*, en 1965 ; de Fernand Braudel (1902-1985), avec *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* en 1942 et, en 1979 sa *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, 15^e- 18^e siècle*. Chacun apporte sa pierre à l'édifice.

Aujourd'hui trois ou quatre générations d'historiens se sont succédé depuis la création des *Annales*. A tout moment la profession des historiens a du définir ou redéfinir son territoire, ses démarches. Il lui faut louvoyer pour maintenir son identité, ne pas se faire supplanter par la percée des nouveaux venus que sont les démographes, les psychologues, les linguistes, les ethnologues, les anthropologues, etc. Un *modus vivendi* est à peu près établi avec les économistes et les sociologues. Mais la prudence s'impose !

Une sorte de consensus de base s'établit dans la profession : l'historien est un praticien de l'humain. Il agit « par l'exemple et par le fait » selon l'expression de L. Febvre. Il refuse toute subordination dogmatique à des systèmes de pensée préétablis, philosophies, doctrines politiques. Il reconnaît toutefois, selon les époques et le climat du temps, les apports de telle ou telle théorie pour l'analyse historique. Ce fut le cas au 19^e siècle pour le positivisme, pour le libéralisme sous ses différentes formes, pour le marxisme au milieu du 20^e siècle, pour le structuralisme dans les années 1960-70.

Organiser le travail des historiens

Avec un bâtisseur tel que F. Braudel, une véritable organisation du travail se met en place, sur le modèle du laboratoire pluridisciplinaire. Définition de programmes, partage de domaines, formation d'équipes, etc. Dans le même temps, les effectifs de chercheurs s'accroissent. La VI^e section qu'il dirige de 1956 à 1972 passe de 32 directeurs d'études en 1951 à 67 en 1957 et à 110 en 1966.

Certains historiens -et autres voisins des sciences humaines- ont nourri des craintes à l'égard de l'omniprésence de ce courant, on a parlé du « cannibalisme », de « l'impérialisme » des *Annales*. Braudel n'en disconvient pas : « Il faut bien comprendre, affirme-t'il, ce qu'est la leçon des *Annales*, de l'*Ecole des Annales*. C'est que toutes les sciences humaines sont incorporées à l'histoire et deviennent sciences auxiliaires. »

C'est ainsi qu'il conçoit l'idée d'une Maison des Sciences de l'Homme qui serait placée sous le leadership des historiens et pourrait fédérer les « sciences auxiliaires ». Le projet est long à se mettre en place, mais il passe en 1962 par la création d'une Fondation (soutenue notamment par la Fondation Ford). Et, en 1975 dans les locaux de cette MSH, Boulevard Raspail à Paris, et intégrant notamment le Centre de recherche historique créé par Braudel en 1949, est créé un établissement universitaire autonome habilité à délivrer des diplômes : l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Le pluralisme dans l'hégémonie ?

Dans le « carrefour des *Annales* », entrent et sortent, tourbillonnent, bifurquent, cheminent ensemble ou se heurtent des fortes personnalités ou des acteurs plus discrets, qui engageant des enjeux personnels et institutionnels puissants. A la gloire succède un certain oubli ou la relativisation de leur oeuvre ; inversement des pionniers peuvent être réévalués tardivement. Cependant, à tout moment des historiens ont pu se tenir à l'écart des *Annales* ou au contraire être tenus à l'écart par les *Annales*. Le pluralisme parvient à cohabiter avec une certaine hégémonie.

Le cas de deux historiens, situés aux antipodes de l'échiquier idéologique des années 50-60 permet d'illustrer cette marginalité relative, choisie ou non, par rapport aux *Annales* : Albert Soboul et Philippe Ariès :

Albert Soboul, professeur à la Sorbonne, spécialiste de la Révolution française, affirme nettement son inspiration marxiste. Trop doctrinaire ? Quant à Philippe Ariès, ayant échoué à l'agrégation d'histoire, il exerce comme journaliste et éditeur. Le propre des précurseurs étant de connaître une reconnaissance tardive, il est élu directeur d'études à l'EHESS en 1977, manière atypique d'entrer dans la profession ! Il avait publié en 1948 une étude qui devançait probablement trop les intuitions ultérieures des « annalistes » : *L'histoire des populations françaises et leurs attitudes devant la vie depuis le 18^e siècle*. Son parcours personnel a été, selon son biographe Guillaume Gros, celui d'*Un traditionaliste non-conformiste : de l'Action française à l'EHESS, 1914-1984*.

On pourrait citer aussi le cas de Charles Samaran ou de Charles Pouthas comme historiens adoptant une attitude réservée à l'égard de la conception de l'histoire développée par les *Annales*. Les *Annales* n'ont pas instauré une « pensée unique » en histoire. Dans la vaste maison de l'Histoire, propriétaires et locataires s'efforcent de cohabiter !...

La notoriété des *Annales* ne fait pas disparaître les conceptions antérieures de l'histoire, axées sur les grands événements politiques ou militaires, sur les grands hommes, sur la diplomatie publique ou secrète, etc. Historiens méthodiques, positivistes, scientistes continuent à coexister avec les nouveaux courants ouverts par les *Annales*. Seignobos et Lavissee continuent à influencer certains historiens.

Bref, une expansion spectaculaire

Dans le demi-siècle qui va de la fin de la Grande Guerre à la fin des guerres coloniales, la profession s'est bien établie dans ses lieux et dans ses parcours ; le nombre des chercheurs s'est accru.

Les relais dans les deux autres cercles se mettent en place ou se développent, notamment dans les médias.

Le territoire du premier cercle a connu une expansion dans plusieurs directions :

Expansion dans le temps : de plus en plus loin dans l'histoire. Pénétration dans la préhistoire depuis la révolution dans la pensée apportée par Boucher de Perthes, et cela donc, dès les années 1860-1870; en direction du présent, extension vers l'histoire proche, celle du temps présent, surtout après la Deuxième guerre mondiale.

Expansion dans les thématiques et dans les méthodes : elles se font de plus en plus diverses et ouvertes, bénéficiant des apports scientifiques d'autres sciences. Tout peut devenir sujet d'étude historique : approches économiques, mais pas exclusivement. Le document écrit n'est plus la seule preuve, on s'intéresse à toutes « traces ». La statistique est reconnue, le travail en équipe remplace le travail solitaire en cabinet.

Expansion dans les aires géographiques et culturelles nouvelles ou renouvelées de la planète : monde asiatique, russe, américain...mais cette expansion se fait de manière inégale, notamment lorsqu'il s'agit des territoires et peuples coloniaux. La planète porte-t-elle des peuples avec histoire et des peuples sans histoire ? Où sont les ethnologues, les géographes, les linguistes, les historiens ?

4- Autour des années 1970 : « Nouvelle histoire » et histoires nouvelles.

Dans le cours de la décennie 1970, ou aux alentours de ces années-là, des nouveaux « lieux » se créent ou se développent, à l'initiative ou avec des historiens.

Des volontés nouvelles s'y expriment, qu'il s'agisse de ruptures ou de continuités par rapport aux périodes antérieures. Un siècle auparavant, vers 1860, le courant « méthodique » s'était affirmé en se démarquant d'une histoire trop « romantique », celle de Michelet notamment ; dans les années 1930 le courant des *Annales* avait stigmatisé le côté trop « événementiel » des méthodiques...Et voilà que, maintenant, les « annalistes » seraient détonnés, ils auraient accordé trop d'importance aux déterminants économiques et sociaux... Comme si des mouvements de « balanciers » étaient lancés pour remettre, par en valeur à nouveau, mais dans un autre contexte, par exemple l'histoire politique, ou le rôle des grands hommes, ou de l'événementiel, ou le temps récent ; ou bien, surtout, pour étendre le domaine de l'histoire à des sujets peu ou pas explorés antérieurement.

Illustrons l'histoire de ce « temps présent » par quatre jalons correspondant à quatre dates, celles de nouveaux « lieux » de présence de l'histoire. Terminons par quelques orientations prises par les thématiques en histoire.

***Nouveaux lieux, quatre jalons**

La Nouvelle histoire

1971 : L'historien Pierre Nora crée la collection *Bibliothèque des Histoires* aux éditions Gallimard. Ce projet permet d'illustrer soit des permanences soit de réelles ouvertures ; Mais l'affirmation de « la nouveauté » est mise en avant : « Nous vivons l'éclatement de l'Histoire ; des interrogations nouvelles, fécondées par les sciences voisines, l'élargissement au monde entier d'une conscience historique longtemps demeurée le privilège de l'Europe ont prodigieusement enrichi le questionnaire qu'adressent au passé les historiens. » Confirmation en 1974 : parution de l'ouvrage *Faire de l'histoire* sous la direction de Pierre Nora et Jacques Le Goff, réunissant un grand nombre de contributions classées sous le signe de la nouveauté : *Nouveaux problèmes* tels que : « le

quantitatif en histoire » (F. Furet), « l'histoire des peuples sans histoire » (H. Moniot), « le retour de l'événement » (P. Nora) ; *Nouvelles approches*, telles que « l'archéologie » (A. Schnapp), « la démographie » (A. Burguière), « les sciences » (M. Serres) ; *Nouveaux objets* tels que : « le climat » (E. Leroy Ladurie), « l'inconscient » (A. Besançon), « les mentalités, (J. Le Goff), « la cuisine » (J. P. Aron), etc.

Les initiateurs de cette réflexion soulignent : « Ce qui force l'histoire à se redéfinir, c'est d'abord la prise de conscience par les historiens du relativisme de leur science. Elle n'est pas l'absolu des historiens du passé, providentialistes ou positivistes, mais le produit d'une situation, d'une histoire. »

F. Braudel assure aussi sa renommée dans le troisième cercle, celui de l'histoire tous publics, avec une présence fréquente à la télévision et à la radio. 1977, *Ecrits sur l'histoire*. Mais aussi Georges Duby, *Histoire de la France rurale* en 1975 puis *Histoire de la France urbaine* en 1980 ou, de Pierre Léon une *Histoire économique et sociale du monde* en 1977-1978.

L'EHESS fleuron des *Annales*

1975 : création « formelle » (par décret) de l'EHESS. Mais ce n'est pas une création ex-nihilo. Elle avait été installée en 1971, Boulevard Raspail à Paris dans les locaux de la MSH. Elle reçoit notamment la fameuse VIe section de l'EPHE. La création de l'EHESS s'inscrit dans une lancée ancienne, mûrie par quelques acteurs des *Annales* tels que Charles Morazé et Fernand Braudel. François Furet en devient président en 1977. L'effectif des directeurs d'études passe à 144 en 1995 et celui des maîtres assistants à 110.

Dans les décennies précédentes, le dynamisme, du courant des *Annales* avait assuré la forte présence des historiens dans les « grands établissements ». La création de l'EHESS est à porter au crédit de cette stratégie : ce nouvel établissement démultiplie le développement des travaux historiques et des autres sciences humaines...et celui de la profession des historiens. Développement qualitatif, développement quantitatif. Ainsi, dans les années 70, l'essor de l'EHESS, marque l'effacement de certains thèmes portés par les *Annales*, mais pérennise par contre un lieu où peuvent germer et se développer bien des manières d'enrichir le champ historique et de conforter ses méthodes. Des passerelles y sont lancées entre les différentes sciences humaines qui y sont rassemblées. En 1985, Pierre Augé, anthropologue, en devient président.

L'EPHE, quant à elle conserve trois sections : sciences historiques et philologiques, sciences religieuses et sciences de la vie et de la terre.

L'histoire au CNRS

Le CNRS diversifie ses compétences et ses domaines de recherches.

1978 : création de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), unité propre au CNRS au sein de l'Institut des sciences de l'homme et de la société. Directeur : François Bedarida, auteur, notamment de *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995* (1995). En 1984 l'IHTP se dote d'une revue, *Vingtième siècle, revue d'histoire du temps présent*, dont le directeur est J.P. Rioux.

L'IHTP est en partie l'héritier du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale dont les bases remontent à 1944 sous la forme de la Commission sur l'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France, confiée par Charles de Gaulle à Henri Michel. Ce laboratoire, l'IHTP, a développé des travaux sur l'histoire des deux conflits mondiaux et a élargi ses investigations aux conflits coloniaux, aux formes du totalitarisme, à l'histoire du droit et de la justice, au rôle de l'image dans la représentation contemporaine, etc.

Mais, au CNRS, l'histoire se conjugue dans bien d'autres dimensions, au sein de laboratoires propres ou d'unités mixtes de recherche (UMR). Laboratoire des « Sciences et de la philosophie » à Nancy, « Histoire des théories linguistiques » à Paris-Diderot, des « Sources des Mondes antiques » à Lyon 2, etc. Entre le CNRS et l'EHESS une alliance se concrétise avec l'UMR « Sociologie, histoire, anthropologie des dynamiques culturelles »

Avec la notion de « temps présent » l'expansion du domaine de l'histoire n'est plus vraiment séparée de « l'actualité », domaine jusqu'alors habituellement parcouru par les journalistes et autres métiers de la communication. D'autres organismes de recherche vont à leur tour investir ce temps, par exemple *les cahiers d'histoire immédiate* à l'Université de Toulouse (1991)

Comme indiqué plus haut, la FNSP quant à elle, poursuit son expansion. Le terme de « politologue » y fait son apparition.

1998 : création à Blois des *Rendez-vous de l'histoire*.

La brève chronologie de quelques développements récents des « études historiques » en France se termine maintenant, ci-dessous, par quelques lignes sur les *Rendez-vous de l'histoire* de Blois.

Voici la présentation qu'en font leurs organisateurs :

« Savants esprits de tous horizons - historiens bien sûr, chercheurs et universitaires, mais aussi sociologues, journalistes, responsables politiques, cinéastes, etc.- donnent ainsi pendant quatre jours, à connaître et à comprendre l'Histoire en mouvement. Non pas celle qui répète honorablement les connaissances antérieures, mais celle qui, sans relâche, pose de nouvelles questions, celles de notre temps, à un passé qui ne cesse pas d'être relu et réinterprété.

Lors de chaque édition, est choisi un thème dominant, suffisamment vivant pour attiser les curiosités, suffisamment large pour accueillir toutes les branches de la discipline et suffisamment riche pour que les échos en soient nombreux dans notre actualité.

Afin de le traiter, sont juxtaposées les formes d'intervention les plus diverses : débats, conférences, conversations informelles, signatures d'ouvrages dans le cadre d'un immense salon du livre, projections de films-fictions, documentaires et archives-, expositions, cafés et dîners historiques, spectacles, une diversité qui fait le succès populaire de ces *Rendez-vous* (25000 personnes s'y pressent à chaque édition) ».

Voici quelques-uns des thèmes présentés depuis dix ans aux *Rendez-vous* de Blois : en 1988, *Crime et pouvoir* ; en 2001, *L'homme et l'environnement* ; en 2004, *Les femmes dans l'histoire* ; en 2005, *Religion et politique*, etc.

Cette manifestation témoigne du dynamisme et de la diversité des relations tissées entre chercheurs, enseignants, journalistes, décideurs... Les « trois cercles » qui ont l'histoire en dénominateur commun se croisent ainsi aux *Rendez-vous de Blois* : l'histoire savante de la profession, celle des enseignants de multiples catégories, celle des diffuseurs de toutes sortes.

Hommage est ainsi rendu à Augustin Thierry, pionnier moderne de l'histoire savante, né à Blois en 1795

Controverses

Deux grandes controverses ont animé la profession des historiens, culminant dans les années 1960-1980 : l'une concerne l'anthropologie, avec Claude Lévi-Strauss (né en 1908) comme principal protagoniste ; l'autre concerne certains développements de la philosophie, avec Michel Foucault (1926-1984) comme protagoniste. Le rôle du « structuralisme » travers, entre autres, ces « débats ».

Orientations prises par l'histoire autour des années 1970

Comme noté précédemment, le nombre et la diversité des « lieux » physiques ou institutionnels de production, de validation et de diffusion des connaissances historiques originales s'est accru au cours du demi siècle écoulé. Les grands jalons en sont, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la création d'une VIe section « Sciences économiques et sociales » au sein de l'EPHE, puis sa transformation et son ouverture sous la forme de l'EHESS en 1975. Trois décennies au cours desquelles l'influence des *Annales* ne cessa de s'exercer. La profession des historiens s'appuya sur la continuité VIe section-EHESS pour rayonner, donner aux autres sciences humaines ou apprendre d'elles.

Dans la même période d'autres lieux se développent aussi : les Universités, et pas uniquement parisiennes, le CNRS, la FNSP. Des antennes en régions se mettent en place, ainsi que des partenariats. Avec la décentralisation et la déconcentration, la recherche n'est plus seulement une affaire de la capitale.

Le nombre et la qualité des spécialistes travaillant dans ces organismes s'accroissent, avec des appellations et des cursus propres à chacun : professeurs, maitres-assistants, directeurs d'études, ingénieurs de recherche, etc. Les méthodes de travail ont beaucoup évolué en un demi-siècle : le modèle du « laboratoire » l'emporte.

Cette diversité des organismes et des personnels, de leurs stratégies, croisées avec l'augmentation de leur nombre et de leurs centres d'intérêts donne, autour et à partir des années 1970 un panorama foisonnant des travaux et de la recherche en histoire.

Sans doute les contestations multiples de Mai 68 ont-elles, de plus, donné un coup de pouce à de nouvelles approches, aussi bien par une critique de pratiques antérieures que par l'ouverture de perspectives audacieuses.

Mouvement féministe, lieux de confinement (prisons, asiles, etc.), recueil de témoignages oraux, enquêtes, traitement statistique, débuts de l'informatique, etc.

Quelques orientations s'affirment ou se dessinent dans cette période. Elles peuvent se recouper.

On choisit ci-dessous quelques cas illustrant les influences exercées sur l'histoire par les sciences humaines que les historiens qualifiaient encore quelquefois souvent de « sciences auxiliaires ».

D'une manière globale, on observe des flux et des reflux quant à la place de tel ou tel courant, de tel ou tel thème ou question abordés par les historiens selon les moments.

Les courants lourds des *Annales* fleurissent encore dans les années 70 : exemple la « somme » dirigée par F. Braudel et E. Labrousse que constitue *L'histoire économique et sociale de la France de 1450 à nos jours*, publiée entre 1970 et 1982.

Le thème flou à souhait « d'histoire des mentalités » permet de traiter aussi bien l'histoire de la vie que celle de la mort, celle de l'alimentation ou des vêtements, celle des sentiments ou des idées...

D'autres thèmes « classiques » connaissent un regain d'intérêt : histoire politique et histoire du politique, histoire religieuse, historiographie...

L'histoire des sciences se développe aussi dans des lieux qui ne sont pas des bastions des « historiens classiques » tels que le CNRS, le CNAM, la Cité des Sciences et de l'industrie. Mais aussi à l'Ecole des mines, le centre Alexandre-Koyré...

L' « anthropologie historique »

« L'anthropologie est devenue l'interlocuteur privilégié » affirme J. Le Goff en 1978. Le séminaire qu'il dirige à l'EHESS passe en 1976, de l'appellation « Histoire et sociologie de l'Occident médiéval » à celle de « Anthropologie historique de l'Occident médiéval ». La géographie, l'économie, la sociologie sont moins sollicitées. Les débats et controverses avec les « structuralistes » (Lévi-Strauss, Dumézil, Foucault...) ont dû porter leurs fruits. Les historiens admettent largement que l'« observation » dépasse de beaucoup le champ matériel ou mental, qu'il y a des choses cachées ou inconscientes dans les comportements humains.

L'histoire culturelle

Dans la galaxie des *Annales*, Lucien Febvre avait lancé l'expression « d'histoire des mentalités » qui présentait notamment l'intérêt, pour la profession offensive qu'il promouvait, d'intégrer des apports provenant par exemple de la sociologie, de l'anthropologie, de la psychologie, de la démographie. Georges Duby lui substitua l'expression « d'histoire culturelle ». En 1992, Jean-François Sirinelli en propose la définition suivante : « L'histoire culturelle est celle qui s'assigne l'étude des formes de représentation du monde au sein d'un groupe humain dont la nature peut varier - nationale ou régionale, sociale ou politique -, et qui en analyse la gestation, l'expression et la transmission. Comment les groupes humains représentent-ils et se représentent - il le monde qui les entoure ? »

En 2000, Philippe Poirrier, spécialiste de ce courant remarque : « L'affirmation de l'histoire culturelle est également étroitement liée à l'évolution du contexte intellectuel. Depuis le milieu des années 70, le déclin du marxisme et le reflux des analyses structuralistes contribuent à rendre possible une approche qui replace au premier plan le sujet libre et agissant (...). Au plan méthodologique, elle [l'histoire culturelle] est fortement marquée par les paradigmes hérités de l'histoire économique et sociale : primat de la longue durée, choix de sources massives permettant la quantification, homologie entre les écarts culturels et les clivages sociaux. L'enquête collective *Livre et société dans la France du XVIIIe siècle* (réalisée en 1965-67) est un moment fondateur de cette histoire. »

La « socio histoire »

Courant lancé en 1990 par Gérard Noiriel avec la revue « Genèses, sciences sociales et histoire ».

Il définit ainsi cette approche : « L'histoire et la sociologie sont devenues des disciplines scientifiques en rejetant, chacune à leur manière, la « réification » du monde social. Dès le début du XIXe siècle, l'histoire s'est constituée en domaine autonome de la connaissance, en montrant que les « choses » qui nous entourent (les bâtiments, les institutions, les objets, les archives, etc.) étaient les traces inertes des activités humaines du passé (...). La sociologie est née à la fin du XIXe siècle, en développant la critique d'une autre forme de réification, inscrite celle-ci dans le langage, qui consiste à envisager les entités collectives (l'entreprise, l'Etat, l'Eglise, etc.) comme s'il s'agissait de personnes réelles. L'objet de la sociologie est de déconstruire ces entités pour retrouver les individus et les relations qu'ils entretiennent entre eux, ce que l'on appelle le lien social. (...). Même si la socio-

histoire a surtout été pratiquée, jusqu'ici, par des spécialistes d'histoire contemporaine, son champ d'études n'est borné par aucune limite d'ordre chronologique. » (Gérard Noiriel, *Introduction à la socio-histoire*, 2006)

Figures marquantes : Pierre Nora, Emmanuel Le Roy Ladurie, Georges Duby, Jacques Le Goff, René Rémond, Paul Veyne....Puis : Pierre Vidal-Naquet, Roger Chartier, François Dosse, etc.

Les historiennes restent relativement faibles en nombre : on cite souvent Arlette Farge.

En bref : autour des années 1970, avec un certain reflux de l'hégémonie des Annales, on pourrait observer que les historiens admettent que la diversité de leurs approches, publiquement exprimée et reconnue peut constituer une richesse et non le signe d'un déclin. Les doutes, le relativisme côtoient les certitudes. Les historiens se sont interrogés sur les « crises » et les « tournants » de l'histoire ; peut-être admettent-ils dans cette période que ces crises et tournants sont constitutifs de la connaissance historique elle-même et de sa démarche et qu'ils n'en sonnent pas le glas. Ce n'est pas la fin de l'histoire.

Les modifications du contexte mondial, européen et français sont sans doute pour quelque chose dans cet apaisement des inquiétudes. De nouvelles thématiques sont susceptibles d'être saisies à partir de ces changements du contexte global : Démantèlement de l'empire colonial français et affirmation concomitante du Tiers monde, exprimée à la conférence de Bandoeng en 1955. Perte de crédibilité de la notion même de « révolution » suite aux dérives du soviétisme. Remise en cause du modèle politique et social par la contestation de 1968, et pas seulement en France. Puis à partir des années 1990, fin d'un monde « bipolaire ».

Conclusion et complément pour les quatre périodes

Trois cercles bien imbriqués

Le schéma des trois cercles s'est épaissi, s'est enrichi au cours des deux derniers siècles. Le premier cercle s'est structuré comme territoire de la « profession des historiens ». Il a nourri et stimulé le second, celui de la profession des enseignants de l'histoire. Quant au troisième cercle il voit se rencontrer les deux précédents à l'occasion de manifestations communes ou conjointes. Il a intégré chacune des inventions qui permettent la saisie, la reproduction, la transmission et la diffusion de l'information.

Quant à l'utilisation de l'expression « profession des historiens », on ne prétend aucunement à considérer ce type d'organisation comme un aboutissement délibéré ou comme une garantie permanente pour ses membres. Il semble simplement permis de porter à l'actif de ce mode d'organisation sa capacité à forger une stratégie, à nouer des alliances, à se donner la capacité de durer et de se mouler dans des situations plus ou moins contraignantes

Des controverses tout compte fait constructives

Les débats, les controverses voire les conflits (intellectuels) ont émaillé les quatre périodes délimitées pour les besoins de l'analyse de la structuration du duo histoire-historiens. L'historien Seignobos contre le sociologue Durkheim, puis contre l'économiste Simiand ; Febvre et Braudel contre Lévi-Strauss à propos du rôle de l'ethnologie, de l'anthropologie et du structuralisme vis-à-vis de l'histoire ; beaucoup de monde... contre Michel Foucault, etc.

En fait le couple histoire-historiens a été l'un des artisans de cette construction si particulière à la France, celle des « sciences sociales » dans un premier temps, puis celle des « sciences humaines » ensuite. La Maison des Sciences de l'Homme avait été rêvée dans ce but par F. Braudel et ses émules. Cela donnera après beaucoup de difficultés, l'EHESS, officialisée en 1975.

De leurs échanges avec les autres sciences les historiens tirent notamment à la fin du 20^e siècle des positions plus nuancées à l'égard de ce principe de causalité que les sciences de l'inerte leur avait inspiré un siècle plus tôt. Les sciences du vivant puis, particulièrement celles des sociétés, et celles de l'homme, ne procèdent pas mécaniquement. Faut-il alors par exemple, continuer à parler des « causes » d'une guerre, ou bien plutôt des ses « origines » ? Ou simplement en retracer le « processus » ?

En deux siècles, l'historien est souvent passé de la posture de celui qui « raconte » à celui qui « explique »...puis à celui qui « interroge ». Cette transition est assez nette avec l'Ecole des Annales puis la Nouvelle histoire.

François Furet qui fut lui-même influencé par le déterminisme, reconnaît en 1975 : « Il me semble que nous sommes passée sans toujours le savoir, d'une histoire- récit à une histoire- problème. »

Le cas de la controverse sur « les faits »

Les débats sur les « faits », credo repris depuis les pionniers du début du 19^e siècle jusqu'à l'Ecole des Annales au milieu du 20^e siècle, avec bon nombre de nuances toutefois, ont profondément évolué dans les dernières décennies, renouvelant et confortant ainsi l'affirmation tant revendiquée par les historiens de leur « scientificité ». Ci-dessous, deux citations illustrent cette évolution. En 1941 Lucien Febvre évoque ironiquement la conception de ses prédécesseurs « méthodiques » et « positivistes ». Il est lui-même contesté, en tant que voix des Annales par Antoine Prost, plus d'un demi-siècle après...

Lucien Febvre :

« En ce temps là, les historiens vivaient dans un respect puéril et dévotieux du « fait ». Ils avaient la conviction, naïve et touchante, que le savant était un homme qui, mettant l'œil à son microscope, appréhendait aussitôt une brassée de faits. [Or,] les faits historiques, même les plus humbles, c'est l'historien qui les appelle à la vie. Les faits, ces faits devant lesquels on nous somme si souvent de nous incliner dévotieusement, nous savons que ce sont autant d'abstractions- et que, pour les déterminer, il faut recourir aux témoignages les plus divers et quelquefois les plus contradictoires- entre qui nous choisissons nécessairement. De sorte que cette collection de faits qu'on nous présente si souvent comme des faits bruts qui composeraient automatiquement une histoire transcrite au moment même où les événements se produisent- nous savons qu'elle a elle-même une histoire- et que c'est celle des progrès de la connaissance et de la conscience des historiens. Si bien que pour accepter la leçon des faits, nous sommes en droit de réclamer qu'on nous associe d'abord au travail critique qui a préparé l'enchaînement de ces faits dans l'esprit de celui qui les invoque. »

(Conférence prononcée en 1941, publiée en 1943, *Vivre l'histoire. Propos d'initiation*. Texte repris dans *Combats pour l'histoire*, 1953)

Antoine Prost

« Importante dans la vis quotidienne, la référence aux faits prend en histoire une fonction plus éminente encore : elle est la garante de l'objectivité du propos, de son caractère scientifique. Elle fonde sa prétention à dire vrai. Aussi les historiens ont-ils longuement débattu des procédures de construction et de validation des faits, pour rendre ceux-ci incontestables. C'est toute la réflexion sur la critique historique, de Langlois et Seignobos à Marc Bloch. Les étudiants de première année savent aujourd'hui que les faits sont faits, comme disait L. Febvre, qu'ils ne gisent pas ensevelis sous la poussière des archives où il suffirait d'aller les dénicher, mais qu'il faut les construire selon les règles de la méthode. (...) D'abord les faits, ensuite leur explication (...). La véritable rupture [par rapport à cette conception] est postérieure [à l'Ecole des Annales] et elle vient du monde anglo- saxon, avec le *linguistic turn*. Il ne s'agit plus seulement ici de montrer l'incapacité des historiens à atteindre l'objectivité, ce « noble rêve » [Peter Novic, Cambridge, 1988]. La critique est beaucoup plus radicale. Traitant l'histoire comme un genre littéraire parmi d'autres, elle entend montrer que non seulement celle-ci dépend des positions politiques et sociales des historiens, mais beaucoup plus profondément, que son « récit », son « narratif », est préformé, pré structuré par un ensemble de schémas explicatifs, de modèles conceptuels, de formes littéraires qui ruinent définitivement la prétention des historiens à dire vrai.

(...) Abandonner cette sorte de « moteur à deux temps » de l'histoire, l'établissement des faits/leur explication, pour s'attacher à l'argumentation. Les faits historiques sont toujours pris dans des argumentations, qui sont souvent à l'origine de leur construction, de même qu'en physique, comme le montre ici même Michel Blay, l'hypothèse intervient dès la construction du fait et en rend possible la mathématisation.

(...) Je suggère donc qu'on cesse de s'interroger sur ce qu'est ou n'est pas un fait. Cette discussion ne mène nulle part. La vraie question est de savoir ce qui fonde la prétention de l'histoire à dire du vrai sur un réel, et donc, celle des formes et des méthodes d'argumentation historique. (...) La qualification de « fait » ne désigne aucune classe définissable de phénomènes ; elle revendique la vérité, ou si l'on préfère, la non réfutabilité d'une affirmation. »

(Article, « C'est un fait » dans *Raison présente*, numéro spécial 157-158 : « Le fait en histoire », dédié à Pierre Vidal- Naquet, 2006)

III- Pour terminer et poursuivre

Revenons aux deux grandes questions posées au début :

Comment en est on arrivé au cours des deux siècles écoulés, à donner aux historiens et à l'histoire une place conséquente dans la culture française ? La métaphore des trois cercles vise à symboliser cette place, sans cesse en mouvement. L'appellation de « profession des historiens » pour désigner le monde des historiens -chercheurs semble apte à décrire cette situation, mais sans plus, avec ses acquis et ses incertitudes.

Par contre la seconde question, n'a pas été analysée précédemment : quels défis doivent affronter aujourd'hui et demain cette profession, et par voie de conséquence, ses alliés et partenaires des deux autres cercles ? On ne donne, dans cette partie finale que quelques suggestions sur ce point.

Défis d'hier et d'aujourd'hui

Depuis une vingtaine d'années, la fin du monde bipolaire issu des deux guerres mondiales, la dislocation des empires coloniaux, la « mondialisation », comprenant notamment la prise de conscience de l'épuisement des ressources, entraînent certainement aussi une autre manière de penser l'histoire. Retenons l'un de ces facteurs : la « révolution numérique », sa capacité à produire, stocker, diffuser de l'information en grande quantité, à grande vitesse et auprès d'un grand nombre d'utilisateurs, tout en laissant des zones non desservies. Ce mode de diffusion et de création de l'information, à la fois massif et individualisé ne risque-t-il pas de brouiller la question des sources de l'histoire, d'en tronquer les débats et d'en fragiliser les apports ? Risque de confusions entre une réalité vérifiable et des « opinions » ? En même temps que formidable occasion de culture et d'échanges ? Au plan national s'ajoutent des restrictions légales ou réglementaires à la liberté d'accès aux sources et à leur analyse : restrictions pour l'accès à des archives, extension de la notion de « secret », etc.

Ainsi, à l'âge de l'information mondialisée, dématérialisée et en partie virtuelle, d'anciennes questions qui ont animé les historiens resurgissent. Qu'est ce qu'une « source », une « donnée », « un fait », un « événement » ? Qui produit, qui conserve, qui analyse, qui valide, qui diffuse ?

Autant de questions qui constituent un fort enjeu pour la liberté de penser, de chercher, d'écrire et de diffuser. Et cet enjeu ne concerne pas seulement le domaine de l'histoire mais d'une manière générale la constitution même des sources d'informations et les modalités de leur consultation.

De multiples professions sont concernées, chercheurs, journalistes et autres ; les simples citoyens aussi.

Et demain ?

Les historiens ont su, en règle générale, au gré des époques, de leurs turbulences ou de leurs séductions, préserver leur autonomie intellectuelle et professionnelle. Deux siècles de « combats pour l'histoire », selon la formule de Lucien Febvre, ont montré cependant que ce processus était lent et que ses acquis n'étaient jamais totalement garantis.

Un exemple récent en a été donné en août 2008 aux *Rendez-vous de l'histoire de Blois*. Cette manifestation annuelle et à large écho illustre l'intersection des trois cercles ayant l'histoire en partage. Chercheurs, enseignants, journalistes, producteurs, diffuseurs, décideurs en tous genres s'y retrouvent. L'ouverture d'esprit des historiens n'est cependant pas exempte de vigilance à l'égard de toute pression perçue sur leurs frontières, et qui toucherait à l'enjeu global d'indépendance souligné précédemment.

C'est ainsi qu'à l'issue de ces *Rendez-vous de Blois*, à propos des lois mémorielles, un *Appel* aux hommes politiques, lancé par l'association *Liberté pour l'histoire* présidée par Pierre Nora, se terminait par la conviction suivante :

« Aux responsables politiques, nous demandons de prendre conscience que, s'il leur appartient d'entretenir la mémoire collective, ils ne doivent pas instituer, par la loi et pour le passé, des vérités d'Etat dont l'application judiciaire peut entraîner des conséquences graves pour le métier d'historien et la liberté intellectuelle en général. »

« En démocratie, la Liberté pour l'Histoire est la liberté de tous. »

Quelques sources citées ou consultées. Repères

1- Des ouvrages ou revues de référence

Dictionnaire des sciences historiques, André Burguière, 1986
Dictionnaire de la sociologie, Encyclopédie Universalis, 1998
Dictionnaire des concepts philosophiques, Michel Blay, 2008

Revue historique (créée en 1876)
Revue d'histoire moderne et contemporaine (créée en 1899)
Revue de synthèse historique (créée en 1900)
Annales d'histoire économique et sociale (créée en 1929)
Revue d'histoire du 19^e siècle (succède en 1984 à 1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle)
Vingtième siècle. Revue d'histoire (créée en 1984)

Les courants historiques en France, 19^e- 20^e siècles, Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, 1999
L'histoire et le métier d'historien en France (1945-1995), François Bedarida, 1995

2- Des réflexions et projets pour l'histoire (ouvrages)

Louis Bourdeau, L'histoire et les historiens, 1888
Charles Seignobos et Charles-Victor Langlois, Introduction aux études historiques, 1897
Henri Berr, La synthèse en histoire, essai critique et théorique, 1911
Marc Bloch, Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien (1941-1943), publié par L. Febvre en 1949
Lucien Febvre, Combats pour l'histoire, 1953
Henri- Irénée Marrou, De la connaissance historique, 1959
Fernand Braudel, Ecrits sur l'histoire, 1969
Pierre Nora et Jacques Le Goff, Faire de l'histoire, 1974
Paul Veyne, Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie, 1971. Foucault, sa pensée, sa personne, 2008
IHTP- CNRS, Ecrire l'histoire du temps présent. En hommage à Robert Frank 1993

3- Des « sommes » du savoir historique

Augustin Thierry, Récits des temps mérovingiens, 1833. Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers- Etat, 1853.
Jules Michelet, Tableau synchronique de l'histoire moderne, 1826. Introduction à l'histoire universelle, 1831. Histoire de France, 1833. Histoire de la révolution française, 1847-1853
Ernest Lavisse et Alfred Rambaud, Histoire générale du IV^e siècle à nos jours (12 volumes, publiés de 1893 à 1900), puis du seul Ernest Lavisse, Histoire de France (10 tomes publiés entre 1900 et 1912)
Lucien Febvre, L'Encyclopédie française, 1933
Fernand Braudel et Ernest Labrousse, Histoire économique et sociale de la France, 4 t (1977-1979)
Fernand Braudel, Civilisation matérielle, économie et capitalisme, 3 t, 1979
Pierre Nora, les lieux de mémoire (1984-1992)
Georges Duby, François Furet, Emmanuel Leroy- Ladurie, Histoire de France, 1987
Jean Favier, Histoire de France. Notre siècle, 6 t (1988)

4- Contexte des sciences et de la pensée (ouvrages)

Victor Cousin, Cours de philosophie. Introduction à la philosophie de l'histoire, 1828
Auguste Comte, Cours de philosophie positive (1830-1842)
Edgar Quinet, La philosophie de l'histoire en France, 1855
Darwin, l'origine des espèces par voie de sélection naturelle, 1859
Jacques Boucher de Crèvecœur de Perthes, Antiquités celtiques et antédiluviennes, 1846. De l'Homme antédiluvien et de ses œuvres, 1860
Claude Bernard, Introduction à l'étude de la médecine expérimentale, 1865
Ernest Renan, l'avenir de la science, 1890
Paul Lacombe, De l'histoire considérée comme science, 1894
Emile Durkheim, les règles de la méthode sociologique, 1895. L'année sociologique, 1898 (poursuivie par son neveu et disciple Marcel Mauss)

C-V Langlois et C. Seignobos, La méthode historique appliquée aux sciences sociales, 1901
François Simiand, la méthode positiviste en sciences économiques, 1911
Raymond Aron, Introduction à la philosophie de l'histoire, 1948
Claude Lévi Strauss, Tristes tropiques, 1955. Mythologiques, 1960
Michel Foucault, Les Mots et les Choses, 1966. La poussière et le nuage, 1980
Paul Ricœur, la Mémoire, l'Histoire, l'Oubli, 2000

5- Sites internet

Voir à chaque établissement (EPHE, Collège de France, EHESS, Universités...), à chaque organisme (CTHS, IHTP...) à chaque nom propre ou commun, à chaque concept, courant, mouvement, titre d'ouvrage ou d'article, base de données, etc.

Citations, en complément au texte *Histoires et historiens*

Guy Fossat (mis à jour 2015)

Jules Michelet

1833, *Préface à l'histoire de France*

« Je dédie ce livre à mes maîtres, à ceux qui vivent et à ceux qui ne sont plus (...) Un mot seulement sur l'ordre général [de cette *Histoire de France*].

Au premier volume, *les races*. Elles sont unies, mais non mêlées dans l'empire romain, dans l'empire carlovingien (sic).

Au second, *les provinces*, leur géographie; puis leur tendance vers l'unité monarchique (...) Au troisième volume, *les institutions*; leur originalité, leurs emprunts aux institutions étrangères. Détermination de la nationalité française. Aux quatrième et cinquième volumes, le progrès de cette nationalité depuis le quatorzième siècle jusqu'à nos jours, le grand ouvrage de l'égalité et de l'ordre civil, lentement préparé par la Monarchie, consommé par la République, couronné et proclamé dans l'Europe par les victoires de Bonaparte. »

Augustin Thierry

1834, *Dix ans d'études historiques*

« Dès les premiers mois de 1820, j'avais commencé à lire la grande collection des historiens originaux de la France et de la Gaule. A mesure que j'avais dans cette lecture (...) se joignait un sourd mouvement de colère contre les écrivains modernes qui, loin de reproduire fidèlement ce spectacle, avaient travesti les faits, dénaturé les caractères, imposé à tout une couleur fautive ou indécise. Mon indignation augmentait à chaque nouveau rapprochement qu'il m'arrivait de faire entre la véritable histoire de France, telle que je la voyais face à face dans les documents originaux et les plates compilations qui en avaient usurpé le titre et propageaient, comme article de foi, les plus inconcevables bévues dans le monde et dans les écoles. »

Augustin Thierry

1853, *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers Etat suivi de deux fragments du recueil des monuments inédits de cette histoire.*

Préface

« L'ouvrage qui forme la partie principale de ce volume est le résumé de tous mes travaux relatifs à la France. Il a été composé pour servir d'introduction au Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers Etat, l'une des publications de documents historiques ordonnées sous le dernier règne. C'est une vue de notre histoire nationale prise dans ces années où l'historien, portant son regard en arrière à la distance de sept siècles et le ramenant autour de lui, apercevait une suite régulière de progrès civils et politiques, et, aux deux bouts de la route parcourue, une même nation et une même monarchie, liées l'une à l'autre, modifiées ensemble, et dont le dernier changement paraissait consacré par un nouveau pacte d'union. Considérée de ce point, l'histoire de France était belle d'unité et de simplicité ; j'ai vivement senti la grandeur d'un pareil spectacle, et c'est sous son impression que j'ai conçu le projet de réunir en un corps de récit les faits qui marquent, à travers les siècles, le développement graduel du Tiers Etat, ses origines obscures, et son rôle d'action lente, mais toujours progressive sur la vie sociale du pays. »

« Les faits que j'avais à recueillir et à mettre en lumière n'appartiennent point à la partie saillante de l'histoire de France, mais plutôt à ses parties les plus cachées, qu'on me passe l'expression, les plus intimes. J'entreprenais d'écrire une histoire qui, à proprement parler, manquait de corps ; il s'agissait de lui en former

un, en la dégageant par abstraction de tout ce qui n'était pas elle, et il fallait donner à une succession d'aperçus et de faits généraux le mouvement et l'intérêt d'un récit. Voilà le but que je me suis proposé d'atteindre. »

Numa Denis Fustel de Coulanges

1864, *La Cité antique*

« Pour connaître la vérité sur ces peuples anciens, il est sage de les étudier sans songer à nous, comme s'ils nous étaient tout à fait étrangers, avec le même désintéressement et l'esprit aussi libre que nous étudierions l'Inde ancienne ou l'Arabie. (...) »

L'histoire de la Grèce et de Rome est un témoignage et un exemple de l'étroite relation qu'il y a toujours entre les idées de l'intelligence humaine et l'état social d'un peuple. Regarder les institutions des anciens sans penser à leurs croyances, vous les trouvez obscures, bizarres, inexplicables. (...) »

La comparaison des croyances et des lois montre qu'une religion primitive a constitué la famille grecque et romaine, a établi le mariage et l'autorité paternelle, a fixé les rangs de parenté, a consacré le droit de propriété et le droit d'héritage. Cette même religion, après avoir élargi et étendu la famille, a formé une association plus grande, la cité et a régné en elle comme dans la famille. D'elle sont venues toutes les institutions comme tout le droit privé des anciens. C'est d'elle que la cité a tenu ses principes, ses règles, ses usages, ses magistratures. Mais avec le temps ces vieilles croyances se sont modifiées ou effacées ; le droit privé et les institutions politiques se sont modifiées avec elles. Alors s'est déroulée la série des révolutions, et les transformations sociales ont suivi régulièrement les transformations de l'intelligence. (...) »

La victoire du christianisme marque la fin de la société antique. Avec la religion nouvelle s'achève cette transformation sociale que nous avons vue commencer six ou sept siècles avant elle. (...) »

Le droit a aussi changé de nature. Chez toutes les nations anciennes, le droit avait été assujéti à la religion et avait reçu d'elle toutes ses règles. Chez les Perses et les Hindous, chez les Juifs, chez les Grecs, les Italiens et les Gaulois, la loi avait été contenue dans les livres sacrés ou dans la tradition religieuse. Aussi chaque religion avait-elle fait le droit à son image. Le christianisme est la première religion qui n'ait pas prétendu que le droit dépendît d'elle. Il s'occupa des devoirs des hommes, non de leurs relations d'intérêts. On ne le vit régler ni le droit de propriété, ni l'ordre des successions, ni les obligations, ni la procédure. (...) Le droit fut donc indépendant.

Jules Michelet

1868, *Histoire de la Révolution française. Préface*

« Un mot sur la manière dont ce livre se fit.

Il est né au sein des Archives. Je l'écrivis six ans (1845-1850) dans ce dépôt central, où j'étais chef de la section historique. Après le 2 décembre, j'y mis deux ans encore, et l'achevai aux archives de Nantes, tout près de la Vendée, dont j'exploitais aussi les précieuses collections.

Armé des actes mêmes, des pièces originales et manuscrites, j'ai pu juger les imprimés, et surtout les Mémoires qui sont des plaidoyers, parfois d'ingénieux pastiches (exemple, ceux que Roche fait pour Levasseur) J'ai jugé jour par jour *le Moniteur*, que suivent trop MM. Thiers, Lamartine et Louis Blanc. (...) On m'a blâmé parfois d'avoir cité trop rarement. Je l'aurais fait souvent, si mes sources ordinaires avaient été des pièces détachées. (...) Pour tel fait capital, mon récit, identique aux actes mêmes, est aussi immuable qu'eux. (...) Qu'on m'attaque sur le sens des faits, c'est bien. Mais on devra d'abord reconnaître qu'on tient de moi les faits dont on veut user contre moi. »

Jules Michelet

1869, *Préface à l'histoire de France.*

« En pénétrant l'objet de plus en plus, on l'aime, et dès lors on regarde avec un intérêt croissant. Le cœur, ému à la seconde vue, voit mille choses invisibles au peuple indifférent. L'histoire, l'historien, se mêlent à ce regard. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Là s'opère une chose que l'on n'a point décrite et que nous devons révéler : C'est que l'historien, dans les progrès du temps, fait l'histoire bien plus qu'elle n'est faite par lui. Mon livre m'a créé. C'est moi qui fus son œuvre. Ce fils a fait son père. »

Charles -Victor Langlois et Charles Seignobos

1898, *Introduction aux études historiques.*

« La théorie du progrès nécessaire et continu de l'humanité, bien qu'adoptée par les positivistes (...) n'est qu'une hypothèse métaphysique. Le progrès n'est qu'une expression subjective pour désigner les changements qui vont dans le sens de nos préférences. L'étude des faits historiques ne montre pas un progrès universel et continu de l'humanité, elle montre des progrès partiels et intermittents, et elle ne fournit aucune raison de les

attribuer à une cause permanente inhérente à l'ensemble de l'humanité plutôt qu'à une série d'accidents locaux. »

Numa Denis Fustel de Coulanges

1875 (Cité par François Hartog dans *Le XIXe siècle et l'histoire, le cas Fustel de Coulanges, 1988*)

« L'histoire et une pure science, une science comme la physique ou comme la géologie. Elle vise uniquement à trouver des faits, à découvrir des vérités. Elle étudie l'être humain dans ses innombrables diversités (...)

Vous savez les merveilles que nous donne aujourd'hui la chimie, il a fallu la constituer comme science ; et auparavant on avait beau lui demander la pierre philosophale et beaucoup d'autres choses, elle ne donnait rien. Ainsi en doit-il être de l'histoire. »

Gabriel Monod

1876, *Revue historique*, n°1. Article : *Des progrès des études historiques en France depuis le XVI e siècle*

« L'historien ne peut en effet comprendre le passé sans une certaine sympathie, sans oublier ses propres sentiments, ses propres idées (...). En même temps, l'historien conserve néanmoins la parfaite indépendance de son esprit et n'abandonne en rien ses droits de critique et de juge (...)

C'est ainsi que l'historien, sans se proposer d'autre but et d'autre fin que le profit qu'on tire de la vérité, travaille d'une manière secrète et sûre à la grandeur de la Patrie en même temps qu'au progrès du genre humain. »

Louis Bourdeau

1888, *L'histoire et les historiens : essai critique sur l'histoire considérée comme une science positive*

« L'arithmétique forme frontière : l'imagination d'un côté, la certitude de l'autre. Les historiens de l'avenir seront (...) amenés, par la nécessité des choses, à changer de voie et de méthode. (...) Le champ de l'histoire, sans cesse accru, atténuera, par la grandeur même de ses horizons, l'importance illusoire des personnages et des accidents ; des données statistiques de plus en plus abondantes, mettront mieux en lumière l'ordre de l'universelle vie. Il y aura donc moins à raconter et à décrire, plus à compter et à calculer. Les employés des bureaux des statistiques rempliront alors l'office d'historiographes et les littérateurs céderont la place aux savants. »

Charles Seignobos

1901, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*

« Dans l'usage vulgaire le mot *historique* est pris encore dans le sens antique : digne d'être raconté ; on dit en ce sens une *journée historique*, un *mot historique*. Mais cette notion de l'histoire doit être abandonnée ; tout incident passé fait partie de l'histoire, aussi bien le costume porté par un paysan du XVIIIe siècle que la prise de la Bastille ; et les motifs qui font paraître un fait digne de mention sont infiniment variables. L'histoire embrasse l'étude de tous les faits passés, politiques, intellectuels, économiques, dont la plupart sont passés inaperçus. »

« Il n'y a pas de faits qui soient historiques par leur nature, comme il y a des faits physiologiques ou biologiques (...) Etre présent ou passé n'est pas une différence de caractère interne, tenant à la nature d'un fait, ce n'est qu'une différence de position par rapport à un observateur donné. Il n'y a donc pas de faits historiques par nature ; il n'y a que des faits historiques par position (...). L'histoire n'est pas une science, elle n'est qu'un procédé de connaissance (...) Si les actes qu'il s'agit de connaître n'avaient laissé aucune trace, aucune connaissance n'en serait possible (...) Ces traces ce sont les documents et la méthode historique consiste à examiner les documents pour arriver à déterminer les faits anciens dont ces documents sont les traces (...) Elle diffère donc radicalement de toutes les méthodes des autres sciences. Au lieu d'observer directement les faits elle opère indirectement en raisonnant sur des documents. Toute connaissance historique étant indirecte, l'histoire est essentiellement une science de raisonnement. Sa méthode est une méthode indirecte, par raisonnement. »

François Simiand

1903, *Méthode historique et science sociale (dans *Revue de synthèse historique*)*

[Une rénovation de la méthode historique doit se traduire pour les historiens par l'abandon de trois idoles]

« L'idole politique, c'est à dire l'étude dominante, ou au moins la préoccupation perpétuelle de l'histoire politique, des faits politiques, des guerres, etc. [préoccupation] qui retarde l'acceptation de l'attitude scientifique en rendant plus difficilement admissible et praticable l'élimination méthodique des influences contingentes, moins concevable et possible l'établissement de régularités et de lois.

L'idole individuelle ou l'habitude invétérée de concevoir l'histoire comme une histoire des individus et non comme une étude des faits, habitude qui entraîne encore communément à ordonner les recherches et les travaux autour d'un homme, et non pas autour d'une institution, d'un phénomène social, d'une relation à établir.

L'idole chronologique, c'est à dire l'habitude de se perdre dans des études d'origines, dans des investigations de diversités particulières, au lieu d'étudier et de comprendre d'abord le type normal, en en le cherchant et le déterminant dans la société et à l'époque où il se rencontre (...) »

Charles Seignobos

1906, *L'histoire dans l'enseignement secondaire*

« Je suis convaincu que la révolution dans la conception et la méthode de l'histoire doit être accompagnée d'une révolution dans le style historique (...) »

Maintenant que l'histoire a commencé à se constituer en science, le moment est venu de rompre avec la tradition oratoire romaine et académique, et d'adopter la langue des sciences naturelles.

Lucien Febvre

1920, *L'histoire dans le monde en ruines* (dans : *Revue de synthèse historique*, Leçon d'ouverture, faculté des Lettres, Strasbourg)

« L'histoire qui sert, c'est une histoire servie. Professeur de l'Université Française de Strasbourg, nous ne sommes point les missionnaires débottés d'un Evangile national officiel, si beau, si grand, si bien intentionné qu'il puisse paraître. Nous n'apportons à Strasbourg dans les plis de nos robes doctorales, ni provisions d'antidotes savamment combinés pour détruire les derniers effets de la pharmacopée historico - providentielle de nos prédécesseurs, ni contre-épreuve ingénieusement maquillée et travestie à la française de cette vérité casquée et cuirassée, aux faux airs de Bellone ou de Germania, seule et véritable déesse de ce qui était, hier un temps officiel- de ce qui est aujourd'hui un centre libre de recherches. La vérité, nous ne l'amenons point, captive dans nos bagages. Nous la cherchons. Nous la chercherons jusqu'à nos derniers jours. Nous dresserons à la chercher après nous, avec la même inquiétude sacrée, ceux qui viendront se mettre à notre école. (...) Ce qui a perdu l'Allemagne, n'est-ce pas précisément de s'être façonné une vérité à son usage exclusif, une vérité à sa ressemblance et à sa seule convenance ? » (...) »

« L'histoire est une science. Elle n'est pas une avocasserie. (...) L'histoire est, tout simplement et tout immensément, cette chose formidable, ce fronton énorme d'un édifice dont les premières assises mêmes ne sont pas encore bien établies et fondées pour l'avenir : La science, non pas des sociétés humaines, comme le disait non sans intentions polémiques, Fustel de Coulanges dans sa préface à *l'Allee* -mais la science du développement des hommes en étant, en fait, conditionné par le groupement des hommes en société. »

Marc Bloch et Lucien Febvre

Texte d'ouverture du n°1 des *Annales d'histoire économique et sociale*, 15 janvier 1929

« A nos lecteurs,

Grâce à la largeur de vue d'un grand éditeur, grâce à un concours de collaborateurs français et étranger, dont l'empressement a été pour nous une joie et un encouragement, nos *Annales*, dessein depuis longtemps mûri, peuvent paraître aujourd'hui et tenter d'être utiles. Nous en remercions les auteurs véritables. (...) »

Historiens l'un et l'autre, ayant fait sensiblement les mêmes expériences et tiré d'elles les mêmes conclusions, nous sommes, depuis longtemps, frappés des maux qu'engendre un divorce devenu traditionnel. Tandis qu'aux documents du passé les historiens appliquent leurs bonnes vieilles méthodes éprouvées, des hommes de plus en plus nombreux consacrent, non sans fièvre parfois, leur activité à l'étude des sociétés et des économies contemporaines : deux classes de travailleurs faites pour se comprendre et qui, à l'ordinaire, se côtoient sans se connaître. (...) »

C'est contre ces schismes redoutables que nous entendons nous élever. Non pas à coup d'articles de méthode, de dissertations théoriques. Par l'exemple et par le fait. (...) »

Les Directeurs. »

Marc Bloch

Ecrit en 1941-1943, publié en 1949 (par Lucien Febvre), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*

« Un mot, pour tout dire, domine et illumine nos études : « comprendre ». Ne disons pas que le bon historien est étranger aux passions ; il a du moins celle- là. Mot, ne nous le dissimulons pas, lourd de difficultés, mais

aussi d'espoirs. Mot, surtout, chargé d'amitié. Jusque dans l'action nous jugeons beaucoup trop. Il est commode de crier « au poteau ! ». Nous ne comprenons jamais assez. »

Marc Bloch

1941, *L'étrange défaite*

p 150 « Car l'histoire est, par essence, science du changement. Elle sait et elle enseigne que deux événements ne se reproduisent jamais tout à fait semblables, parce que jamais les conditions ne coïncident exactement. Sans doute, reconnaît-elle, dans l'évolution humaine, des éléments sinon permanents, du moins durables (...) Peu importe que la nature propre de son objet l'empêche de modifier à son gré les éléments du réel, comme le peuvent les disciplines d'expérimentation. Pour déceler les rapports qui, aux variations spontanées des facteurs, lient celles des phénomènes, l'observation et l'analyse lui sont des instruments suffisants. Par-là, elle atteint les raisons des choses et leurs mutations. Elle est, en un mot, authentiquement, une science d'expérience puisque, par l'étude des réalités, qu'un effort d'intelligence et de comparaison lui permet de décomposer, elle réussit, de mieux en mieux, à découvrir les va-et-vient parallèles de la cause et de l'effet. Le physicien ne dit pas : 'l'oxygène est un gaz, car, autour de nous, nous ne l'avons vu tel quel. Il dit : 'l'oxygène, dans certaines circonstances de température et de pression, qui sont, autour de nous, les plus fréquentes, se présente à l'état gazeux.' »

L'historien, pareillement, sait bien que deux guerres qui se suivent, si, dans l'intervalle, la structure sociale, les techniques, la mentalité se sont métamorphosées, ne seront jamais la même guerre. »

Lucien Febvre

Conférence prononcée en 1941, publiée en 1943, *Vivre l'histoire. Propos d'initiation. Texte repris dans Combats pour l'histoire, 1953*

« En ce temps-là, les historiens vivaient dans un respect puéril et dévotieux du « fait ». Ils avaient la conviction, naïve et touchante, que le savant était un homme qui, mettant l'œil à son microscope, appréhendait aussitôt une brassée de faits. [Or,] les faits historiques, même les plus humbles, c'est l'historien qui les appelle à la vie. Les faits, ces faits devant lesquels on nous somme si souvent de nous incliner dévotieusement, nous savons que ce sont autant d'abstractions- et que, pour les déterminer, il faut recourir aux témoignages les plus divers et quelquefois les plus contradictoires- entre qui nous choisissons nécessairement. De sorte que cette collection de faits qu'on nous présente si souvent comme des faits bruts qui composeraient automatiquement une histoire transcrite au moment même où les événements se produisent- nous savons qu'elle a elle-même une histoire- et que c'est celle des progrès de la connaissance et de la conscience des historiens. Si bien que pour accepter la leçon des faits, nous sommes en droit de réclamer qu'on nous associe d'abord au travail critique qui a préparé l'enchaînement de ces faits dans l'esprit de celui qui les invoque. »

Lucien Febvre

1949, *Vers une autre histoire, repris dans Combats pour l'histoire*

« L'histoire se fait avec des documents écrits sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. (...) Donc avec des mots. Des signes. Des paysages et des tuiles. (...) Des expertises de pierres par des géologues et des analyses d'épées par des chimistes. D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme. Toute une part, et la plus passionnante sans doute de notre travail d'historien, ne consiste-t-elle pas dans un effort constant pour faire parler les choses muettes (...) ? »

Lucien Febvre

1949, *Vers une autre histoire, repris dans Combats pour l'histoire*

« L'histoire évolue rapidement, comme toute science aujourd'hui. Avec bien des hésitations et des faux pas, quelques hommes tentent de s'orienter, de plus en plus, vers le travail collectif. Un jour viendra où l'on parlera de « laboratoires d'histoire » comme de réalités, sans provoquer de sourires ironiques. (...) À cet exemple, qui les touche de près [Celui des économistes], il est des historiens qui commencent à s'éveiller à une conception nouvelle du travail. »

Une génération ou deux : Le vieux monsieur dans son fauteuil, derrière ses fichiers strictement réservés à son usage personnel (...) aura fait place au chef d'équipe, alerte et mobile qui, ayant été dressé à chercher dans l'histoire des éléments de solution pour les grands problèmes que la vie pose aux sociétés et aux civilisations, saura tracer les cadres d'une enquête. [Il saura aussi] poser correctement les questions, indiquer précisément les sources d'informations et, ceci fait, évaluer la dépense, régler la rotation des appareils, fixer le nombre des

équipiers et lancer son monde à la quête de l'inconnu. Deux mois ou trois ou quatre : la cueillette est terminée. La mise en œuvre commence. »

Fernand Braudel

1949, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Préface.*

« Ce livre se divise en trois parties, chacune étant en soi un essai d'explication.

La première met en cause une histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure; une histoire lente à couler et à se transformer. (...)

Au- dessus de cette histoire immobile, une histoire lentement rythmée : l'histoire structurale de Gaston Roupnel (...), une histoire *sociale*, celle des groupes et des groupements. (...)

Troisième partie enfin, celle de l'histoire traditionnelle, si l'on veut de l'histoire à la dimension non de l'homme, mais de l'individu, l'histoire événementielle de François Simiand : une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement. (...)

Ainsi sommes-nous arrivés à une décomposition de l'histoire en plans étagés. Ou, si l'on veut, à la distinction, dans le temps de l'histoire, d'un temps géographique, d'un temps social, d'un temps individuel. »

Henri -Irénée Marrou

1954, *De la connaissance historique.*

« L'histoire est la *relation*, la conjonction, établie par l'initiative de l'historien, entre deux plans de l'humanité, le passé vécu par les hommes d'autrefois, et le présent où se développe l'effort de récupération de ce passé au profit de l'homme, et des hommes d'après...Nous ne pouvons isoler, sinon par une distinction formelle, d'un côté un objet, le passé, de l'autre, un sujet, l'historien.... »

« En fait le champ de l'histoire, le champ où opèrent les historiens, est occupé par une équipe de chercheurs déployés en éventail : à une extrémité, les érudits minutieux, occupés à 'faire la toilette' des documents à publier, qu'on finira par suspecter de n'être que de philologues, pas encore tout à fait des historiens : des préparateurs ou des laborantins, pas encore de vrais savants. [Et] , à l'autre bout, de nobles esprits, épris de vastes synthèses, embrassant d'un vol d'aigle d'immenses tranches de devenir : on les contemple, d'en bas avec quelque inquiétude, suspects qu'ils sont de dépasser le niveau de l'histoire, cette fois par le haut.... »

Ernest Labrousse

1967, *L'histoire sociale. Sources et méthodes*

« La vérité c'est qu'une nouvelle histoire sociale commence, en liaison avec une histoire économique renouée et une sociologie en plein essor. Et que l'objet de cette histoire, au-delà de l'étude des groupes sociaux et de leurs rapports, est l'étude des rapports entre l'économique, le social et le mental. Peut-être y découvrirons-nous, parmi beaucoup d'autres choses, une nouvelle forme de la lutte entre le mouvement et la résistance. Le mouvement, c'est par excellence - mais non pas toujours - l'économique. Or, sur l'économique retarde le social, quand l'impulsion vient de l'économique. Inversement, le social retarde l'économique, quand il a lui-même l'initiative. Autrement dit, la structure sociale est une résistance. Mais sur le social, le mental retarde à son tour. Et le freinage du mental est le plus fort de tous. La mentalité d'un milieu change plus lentement que ce milieu lui-même. »

Pierre Nora

1971, *Présentation de la collection « Bibliothèque des histoires »*

« Nous vivons l'éclatement de l'Histoire. Des interrogations nouvelles, fécondées par les sciences voisines, l'élargissement au monde entier d'une conscience historique longtemps demeurée le privilège de l'Europe, ont prodigieusement enrichi le questionnaire qu'adressent au passé les historiens. Hier encore consacrée au récit des événements qui frappèrent les contemporains, à la mémoire des grands hommes et aux destins politiques des nations, l'histoire a changé ses méthodes, ses découpages et ses objets. C'est pourquoi s'est fait sentir le besoin, à côté de la *Bibliothèque des Sciences humaines* et dans le même esprit, de créer à l'histoire une place conforme à ses multiples dimensions.

L'analyse des économies et des sociétés se prolonge aujourd'hui dans l'étude des cultures matérielles, des civilisations et des mentalités. La vie politique a élargi son horizon aux mécanismes du pouvoir ; les méthodes quantitatives offrent des bases plus sûres au développement des perspectives démographiques, économiques, culturelles. Le texte n'est plus le document-roi ; le non- écrit -vestiges archéologiques, images, traditions orales- dilate le domaine de l'histoire. »

Paul Veyne

1971, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie.*

P 45 « Les faits n'existent pas comme autant de grains de sable. L'histoire n'est pas un déterminisme atomique : elle se déroule dans notre monde, où effectivement une guerre mondiale a plus d'importance qu'un concert de klaxons ; à moins que -tout est possible- ce concert ne déclenche lui-même une guerre mondiale ; car les 'faits' n'existent pas à l'état isolé : l'historien les trouve tout organisés en ensembles où ils jouent le rôle de causes, fins, occasions, hasards, prétextes, etc. Notre propre existence, après tout, ne nous apparaît pas comme une grisaille d'incidents atomiques ; elle a d'emblée un sens, nous la comprenons ; pourquoi la situation de l'historien serait-elle plus kafkaïenne ? L'histoire est faite de la même substance que la vie de chacun de nous.

Les faits ont donc une organisation naturelle, que l'historien trouve toute faite, une fois qu'il a choisi son sujet, et qui est interchangeable. L'effort du travail historique consiste justement à *retrouver* cette organisation : causes de la guerre de 1914, buts de guerre de belligérants, incident de Sarajevo (...). Ainsi donc : les faits n'existent pas isolément, mais ont des liaisons objectives ; le choix d'un sujet d'histoire est libre, mais, à l'intérieur du sujet choisi, les faits et leurs liaisons sont ce qu'ils sont et personne n'y pourra rien changer ; la vérité historique n'est, ni relative ni inaccessible comme un ineffable au-delà de tous les points de vue (...).

Jacques Le Goff

1974, *Les mentalités, une histoire ambiguë. Dans Faire de l'histoire.*

« Mais l'histoire des mentalités ne se définit pas seulement par le contact avec les autres sciences humaines et par l'émergence d'un domaine refoulé par l'histoire traditionnelle. Elle est aussi le lieu de rencontres d'exigences opposées que la dynamique propre à la recherche historique actuelle force au dialogue. Elle se situe au point de jonction de l'individuel et du collectif, du temps long et du quotidien, de l'inconscient et de l'intentionnel, du structural et du conjoncturel, du marginal et du général.

Le niveau de l'histoire des mentalités est celui du quotidien et de l'automatique, c'est ce qui échappe aux sujets individuels de l'histoire parce que révélateur du contenu impersonnel de leur pensée, c'est ce que César et le dernier soldat de ses légions, Saint Louis et le paysan de ses domaines, Christophe Colomb et le marin de ses caravelles ont en commun. L'histoire des mentalités est à l'histoire des idées ce que l'histoire de la culture matérielle est à l'histoire économique. »

François Furet

1975, *De l'histoire- récit à l'histoire –problème. Repris dans L'atelier de l'histoire.*

« Il me semble que nous sommes passés, sans toujours le savoir, d'une histoire -récit à une histoire- problème, au prix de mutations qui peuvent se résumer ainsi :

1- L'historien a renoncé à l'immense indétermination de l'objet de son savoir : le temps. Il n'a plus la prétention de raconter ce qui s'est passé, ou même ce qui s'est passé d'important (...) Il est conscient qu'il choisit dans ce passé ce dont il parle, et que, ce faisant, il pose à ce passé des questions sélectives. Autrement dit il construit son objet d'étude en délimitant non seulement la période, l'ensemble des événements, mais aussi les problèmes posés par cette période (...)

2 -En rompant avec le récit, l'historien rompt aussi avec son matériau traditionnel : l'événement unique. Si au lieu de décrire un vécu, unique, fugitif, incomparable, il cherche à expliquer un problème, il a besoin de faits historiques moins flous (...)

3 -En définissant son objet d'étude, l'historien a également à « inventer » ses sources, qui ne sont généralement pas appropriées, telles quelles, à son type de curiosité (...) Or, l'historien qui cherche à poser et à résoudre un problème, doit trouver les matériaux pertinents, les organiser (...), de façon à pouvoir décrire et interpréter le phénomène étudié à partir d'un certain nombre d'hypothèses conceptuelles.

4- D'où la quatrième mutation du métier d'historien. Les conclusions d'un travail sont de moins en moins séparables des procédures de vérification qui les sous-tendent (...)

Suzanne Citron

1987, *Le mythe national*

« Le statut de l'histoire, en France, est en effet paradoxal. D'un côté la légende, la mythologie nationale consacrée par l'école, une succession chronologique organisée autour des grands événements et des grands personnages façonnent ce que nous croyons être la trame du passé. De l'autre côté des travaux, des recherches conduisent sur des points précis, à de nouvelles perspectives et suscitent un regard distancié et critique sur les précédentes mises en ordre. (...) Par leur silence ou leurs acquiescements tacites, les historiens

entretiennent le fossé entre recherche et transmission du légendaire, et la chronologie séculaire demeure l'ordre indiscutable et préétabli du passé. (...)

L'absence, en France, de l'idée que l'histoire a une 'histoire' est flagrante.

François Dosse

1987, *L'histoire en miettes*

« Pour que l'histoire redevienne science du changement, comme l'appelait Marc Bloch, il lui faut rompre avec le discours annaliste dominant du temps immobile, avec la vision passéiste de l'historien qui se prémunit de toute velléité de transformation en présentant un monde social doté d'une respiration naturelle, régulière et immuable. En devenant ethnologue, l'histoire s'est nié, elle s'attaque à son propre fondement : la durée, avec lents et rapides, ses bouleversements. La renaissance d'un discours historique passe par la résurrection de ce qui a été rejeté depuis le début de l'école des *Annales*. Ce refoulement de l'événement conduit l'histoire sur le chemin de la dilution de ce qui fonde sa spécificité, sa fonction.

Pierre Nora

1992, *Les lieux de mémoire*

« Identité, mémoire, patrimoine : les trois mots clés de la conscience contemporaine, les trois faces du nouveau continent de la Culture. (...) Il y avait donc autrefois une histoire nationale et des mémoires particulières ; il y a aujourd'hui une mémoire nationale, mais dont l'unité est faite d'une revendication patrimoniale divisée, en permanente démultiplication et recherche de cohésion. [En fait,] des groupes pour qui la 'mémoire', c'est-à-dire, répétons-le, la récupération de leur histoire, joue des rôles très différents, mais toujours constitutifs de leur 'identité', c'est-à-dire, en fait, de leur existence. »

Antoine Prost 1996

Douze leçons pour l'histoire

S'il est une conviction bien ancrée dans l'opinion publique, c'est qu'en histoire il y a des faits et qu'il faut les savoir. [...] D'honnêtes gens qui ignorent si Marignan fut une victoire ou une défaite, et quels en étaient les enjeux, s'indignent que les élèves en ignorent la date. Pour le grand public, l'histoire se réduit souvent à un squelette constitué de faits datés : révocation de l'édit de Nantes 1685, Commune de Paris 1871, découverte de l'Amérique 1492, etc. [...] On touche ici sans doute la différence majeure entre l'enseignement et la recherche, entre l'histoire qui s'expose didactiquement et celle qui s'élabore. Dans l'enseignement, les faits sont tous faits. Dans la recherche, il faut les faire.

Jean-Pierre Vernant

2004, *La traversée des frontières*

p 53-54 « Dans la vie sociale, l'historien n'est pas nulle part. Il a une place fixée dans le réseau d'institutions qui conditionnent l'exercice de son métier. Il existe donc un lieu d'où il parle quand il s'exprime ès qualité, en tant qu'historien. Quand il sort de ce lieu, il a le droit, comme tout un chacun, d'exprimer ses sympathies et ses antipathies, de proclamer ses amours et ses haines. Mais dans le silence de son bureau et des bibliothèques, dans les séminaires qu'il anime, aux archives qu'il dépouille ou dans les colloques et congrès scientifiques auxquels il participe, il se doit de faire autre chose et de tenir impérativement à l'écart ce qui relève des ses préférences ou détestations personnelles. Ce n'est pas facile. »

P 125 « Si quelqu'un me disait qu'il n'y a pas de différence entre astronomie et astrologie, je répliquerais qu'à mon sens les astrologues sont, dans le meilleur des cas, des imbéciles, dans le pire, des escrocs... Je ne crois pas pour autant qu'il existe une raison intemporelle ; je crois que la raison se fabrique au fur et à mesure que la science évolue, qu'il y a des domaines nouveaux qui apparaissent, et qu'en ce sens les crises de la raison sont indispensables. »

Pierre Vidal -Naquet

2004, *Le choix de l'histoire.*

« Je me permettrai maintenant de donner deux noms communs qui me paraissent caractériser ce que j'ai tenté de faire. Ces mots sont d'une part *détour* et de l'autre *croisement*.

Le détour, je le dois à Platon qui parle du 'chemin le plus long' que doit prendre le philosophe avant de revenir dans la caverne. (...) Il n'est pas évident, par exemple, que pour parler de *Bêtes, hommes et dieux chez les*

Greco, il faille partir d'un épisode de *L'île mystérieuse* de Jules Verne. (...) Quant au croisement, nombre de mes textes étudient moins tel ou tel événement que telle ou telle rencontre. (...) Tout part d'un déclic et il m'importe peu que ce déclic soit spontané ou provoqué. (...) Il est vrai qu'il y a une différence de nature entre mes écrits d'histoire contemporaine et mes écrits d'histoire ancienne, voire d'histoire médiévale. Il est vrai que les premiers sont plus caractérisés par l'opposition mensonge/vérité que les seconds. Il importe de savoir si Audin a été assassiné ou s'est évadé, si Jean Moulin fut ou ne fut pas un agent soviétique. Mais qu'est-ce que la vérité quand il s'agit d'Eschyle ou de Sophocle ? (...) Je ne crois guère à la vérité absolue, mais je crois beaucoup à la nécessité de débusquer l'imposture, même à propos de l'Atlantide. Sur ce point je me sens très près d'un historien italien comme Carlo Guinzburg. »

Antoine Prost

2006, article « C'est un fait » dans *Raison présente*, numéro spécial 157-158 : « Le fait en histoire », dédié à Pierre Vidal-Naquet

« Importante dans la vie quotidienne, la référence aux faits prend en histoire une fonction plus éminente encore : elle est la garante de l'objectivité du propos, de son caractère scientifique. Elle fonde sa prétention à dire vrai. Aussi les historiens ont-ils longuement débattu des procédures de construction et de validation des faits, pour rendre ceux-ci incontestables. C'est toute la réflexion sur la critique historique, de Langlois et Seignobos à Marc Bloch. Les étudiants de première année savent aujourd'hui que les faits sont faits, comme disait L. Febvre, qu'ils ne gisent pas ensevelis sous la poussière des archives où il suffirait d'aller les dénicher, mais qu'il faut les construire selon les règles de la méthode. (...) D'abord les faits, ensuite leur explication (...). La véritable rupture [par rapport à cette conception] est postérieure [à l'Ecole des Annales] et elle vient du monde anglo-saxon, avec le *linguistic turn*. Il ne s'agit plus seulement ici de montrer l'incapacité des historiens à atteindre l'objectivité, ce « noble rêve » [Peter Novic, Cambridge, 1988]. La critique est beaucoup plus radicale. Traitant l'histoire comme un genre littéraire parmi d'autres, elle entend montrer que non seulement celle-ci dépend des positions politiques et sociales des historiens, mais beaucoup plus profondément, que son « récit », son « narratif », est préformé, pré structuré par un ensemble de schémas explicatifs, de modèles conceptuels, de formes littéraires qui ruinent définitivement la prétention des historiens à dire vrai.

(...) Abandonner cette sorte de « moteur à deux temps » de l'histoire, l'établissement des faits/leur explication, pour s'attacher à l'argumentation. Les faits historiques sont toujours pris dans des argumentations, qui sont souvent à l'origine de leur construction, de même qu'en physique, comme le montre ici même Michel Blay, l'hypothèse intervient dès la construction du fait et en rend possible la mathématisation.

(...) Je suggère donc qu'on cesse de s'interroger sur ce qu'est ou n'est pas un fait. Cette discussion ne mène nulle part. La vraie question est de savoir ce qui fonde la prétention de l'histoire à dire du vrai sur un réel, et donc, celle des formes et des méthodes d'argumentation historique. (...) La qualification de « fait » ne désigne aucune classe définissable de phénomènes ; elle revendique la vérité, ou si l'on préfère, la non réfutabilité d'une affirmation. »

Charles Morazé

2007, *Un historien engagé. Mémoires*.

P 344 « Après que François Perroux y a succédé à Henri Laugier, l'Institut d'études économiques et sociales est, depuis 1968, en quête d'un nouveau directeur. (...) Si vraiment on ne peut trouver mieux, je vais m'y essayer. A l'époque je me suis enfin persuadé que les sciences modernes ont beau prétendre à l'universalisme, elles conservent une large part des particularismes en ayant marqué les origines dès la première des colonisations. J'estime à une année, deux au plus le temps nécessaire pour tirer parti de ce constat.

L'IEDES, quand j'y fais mon entrée, n'a pas trop bonne réputation. Après qu'on l'eut accusé d'avoir été un lieu explosif de Mai 68, on chuchote que l'Institut est une école où des bannis ayant eu à fuir les dictatures de l'Amérique latine viennent enseigner aux Africains francophones à faire la révolution. Il est vrai que le jour où je prends mes fonctions est aussi celui où le nouveau numéro de *Tiers-Monde* est présenté à un public bigarré (...) La diversité des recrutements de l'Institut permettait ce que sa vocation lui dictait : ouvrir le plus largement ses perspectives depuis toutes sortes de « ras du sol » quotidiens jusqu'à des perspectives planétaires (...)

A l'Université de rattachement, Paris - I, les présidents -François Luchaire puis Hélène Ahrweiler- ont compris aussitôt nos difficiles nécessités. Grâce à eux, l'Institut obtint finalement le mieux qu'il en pouvait attendre : le droit de conférer des doctorats. »

.....Pour aller plus loin.....Rendez-vous de l'Histoire, à Blois.....

